

PAR COURRIEL

Québec, le 23 novembre 2020

N/Réf. : 2020-11663

OBJET: *Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1)*

Monsieur,

Nous faisons suite à votre demande d'accès reçue le 30 juin 2020, visant à obtenir :

1. Copie de tout document et ou statistique/donnée permettant de voir combien d'employés du ministère de la Sécurité publique ont été infectés par la COVID-19 depuis le début de la pandémie (du 28 février 2020 au 30 juin 2020), avec les données ventilées par titre d'emploi pour les titres d'emploi qui ont 10 cas ou plus afin de préserver l'identité des personnes touchées;
2. Copie complète des études/analyses/recherches liées à la COVID-19 que détient notre ministère à ce jour le 30 juin 2020.

Point 1

Nous vous informons que, pour la période visée par votre demande, soit du 28 février au 30 juin 2020, 43 agents des services correctionnels et 6 autres personnes sous différents corps d'emploi ont reçu un diagnostic positif à la Covid-19.

...2

Point 2

Nous vous transmettons les documents qui sont visés par votre demande et qui vous sont accessibles. Il s'agit de documents d'analyses internes produits à partir de documents de sources ouvertes.

La Direction générale des affaires policières a également repéré trois autres documents qui ne vous sont pas accessibles :

- *Obligations légales : impacts à anticiper et recommandations dans le contexte de la COVID-19.* Ce document ne vous est pas accessible en application des articles 14, 37 et 39 car il est constitué en substance d'avis, d'analyses et de recommandations faites par les membres du personnel d'un organisme public.
- *Aperçu de l'impact de la crise liée à la pandémie de la COVID-19 sur les programmes de soutien financier destinés aux organismes communautaires ou auxquels les organismes ont accès.* Ce document d'analyse a été produit par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. En application de l'article 48 de la Loi sur l'accès, nous vous invitons à adresser une demande au responsable de l'accès de ce ministère si vous souhaitez l'obtenir :

Me Guylaine Couture
Responsable ministérielle et
Coordonnatrice de l'accès à l'information
425, rue Jacques-Parizeau, 4^e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1
Téléphone : 418 643-4820
Télécopieur : 418 646-6519
Courriel : acces@mtess.gouv.qc.ca

- *Besoins additionnels en prévention de la criminalité liés à la pandémie.* Ce document interne été produit pour soutenir la prise de décision relative à l'octroi de crédits supplémentaires en prévention de la criminalité dans le contexte de la pandémie. Il ne vous est pas accessible en application des articles 14, 37 et 39 puisqu'il contient des avis et des recommandations.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents, nous vous informons que vous avez trente (30) jours à compter de ce jour pour exercer un recours en révision de cette décision. Vous trouverez, ci-joint, un avis vous informant de ce recours.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable substitut de l'accès aux documents,

Original signé

Geneviève Lamothe

p. j. Articles de la loi et avis de recours en révision

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

CHAPITRE II

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS

SECTION I

DROIT D'ACCÈS

14. Un organisme public ne peut refuser l'accès à un document pour le seul motif que ce document comporte certains renseignements qu'il doit ou peut refuser de communiquer en vertu de la présente loi.

Si une demande porte sur un document comportant de tels renseignements, l'organisme public peut en refuser l'accès si ces renseignements en forment la substance. Dans les autres cas, l'organisme public doit donner accès au document demandé après en avoir extrait uniquement les renseignements auxquels l'accès n'est pas autorisé.

1982, c. 30, a. 14.

SECTION II

RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS

§ 5. — *Renseignements ayant des incidences sur les décisions administratives ou politiques*

37. Un organisme public peut refuser de communiquer un avis ou une recommandation faits depuis moins de dix ans, par un de ses membres, un membre de son personnel, un membre d'un autre organisme public ou un membre du personnel de cet autre organisme, dans l'exercice de leurs fonctions.

Il peut également refuser de communiquer un avis ou une recommandation qui lui ont été faits, à sa demande, depuis moins de dix ans, par un consultant ou par un conseiller sur une matière de sa compétence.

1982, c. 30, a. 37.

39. Un organisme public peut refuser de communiquer une analyse produite à l'occasion d'une recommandation faite dans le cadre d'un processus décisionnel en cours, jusqu'à ce que la recommandation ait fait l'objet d'une décision ou, en l'absence de décision, qu'une période de cinq ans se soit écoulée depuis la date où l'analyse a été faite.

1982, c. 30, a. 39

48. Lorsqu'il est saisi d'une demande qui, à son avis, relève davantage de la compétence d'un autre organisme public ou qui est relative à un document produit par un autre organisme public ou pour son compte, le responsable doit, dans le délai prévu par le premier alinéa de l'article 47, indiquer au requérant le nom de l'organisme compétent et celui du responsable de l'accès aux documents de cet organisme, et lui donner les renseignements prévus par l'article 45 ou par le deuxième alinéa de l'article 46, selon le cas. Lorsque la demande est écrite, ces indications doivent être communiquées par écrit.

1982, c. 30, a. 48.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

Avis de recours à la suite d'une décision rendue par le ministère de la Sécurité publique en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir : l'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

b) Motifs : les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais : les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).



PANDÉMIE DE LA COVID-19 ET SÉCURITÉ PUBLIQUE : VEILLE STRATÉGIQUE CONCERNANT LES PAYS LES PLUS TOUCHÉS

PRINCIPAUX ENJEUX ET MESURES RELATIVEMENT À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE RÉPERTORIÉS DANS DIVERS PAYS

Pays	Principales mesures de santé publique établies	Enjeux de sécurité publique rencontrés	Mesures de sécurité publique mises en place	Commentaires
<p>1. Chine</p> <p>83 786 cas 4 636 décès</p> <p>Population 1,4 milliard</p> <p>Régime autoritaire</p> <p>Président Xi Jinping</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Premiers cas de la COVID-19 apparus en Chine à la fin de 2019 manifestée par un groupe de pneumonies à Wuhan, capitale de la province du Hubei. Le 7 janvier 2020, la Chine confirme la présence du virus. • Délais de quelques semaines avant la mise en place de mesures, explicables selon les experts par la lourdeur hiérarchique des mécanismes décisionnels des autorités chinoises. • 22 janvier, début des mesures de confinement, lesquelles diffèrent d'une ville et d'une province à une autre, elles incluent : <ul style="list-style-type: none"> - Arrêt du trafic aérien; - Fermeture des lieux publics; - Port du masque facial obligatoire; - Zones de quarantaine établies dans des villes et provinces (appliquées à plus de 56 millions d'habitants); - Mesures de contrôle de la population (prise de températures, 	<ul style="list-style-type: none"> • Huit médecins œuvrant à Wuhan arrêtés pour avoir diffusé ce que les autorités chinoises considéraient comme de la fausse information, puis relâchés trois semaines plus tard. • Li Wenliang, l'un des médecins <u>lanceurs d'alerte</u>, est mort de la COVID-19 le 7 février 2020. Son histoire a suscité de l'<u>indignation</u> en Chine, exprimée principalement sur le Web et supprimée presque aussitôt par le régime appliquant des mesures de contrôle et de censure. • <u>Frustrations</u> rapportées dans les populations mises en quarantaine, principalement sur le Web. • <u>Attaques au couteau pour sortir de la quarantaine</u>, les Chinois n'ayant pas accès à des armes à feu, le couteau est l'arme principalement utilisée pour commettre des crimes. • Organisation de <u>groupes de citoyens</u> dans les régions visant à <u>empêcher l'accès à leur village aux étrangers</u> par des tranchées, des barricades et des barrages. • Enjeux d'approvisionnement en masques et désinfectants, rapidement résorbés. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Amendes</u> données par les policiers pour non-respect du port du masque. • <u>Arrestations</u> par la police pour non-respect de la quarantaine. • <u>Interventions policières</u> pour mettre fin à des rassemblements. • <u>Censure</u> sur les médias sociaux. • <u>La Chine aurait poursuivi près de 2 000 personnes pour des délits liés aux mesures de contrôle du virus. Parmi les délits, notons :</u> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Obstruction aux affaires officielles (notamment attaque à un policier qui tente de mettre un masque;</u> - <u>Fabrication et vente de produits contrefaits;</u> - <u>Fourniture de fausses informations sur son état de santé;</u> - <u>Fraude.</u> • La Chine a développé de nouveaux outils technologiques permettant désormais aux autorités de mesurer le niveau de risque de contagion des citoyens. À travers un système de codes de couleurs installé sur les téléphones mobiles, les autorités peuvent analyser les déplacements des Chinois en fonction des zones géographiques de contagion et imposer des restrictions en conséquence. Dans plusieurs villes, ce code 	<ul style="list-style-type: none"> • Shanghai et Hong Kong obligent la <u>mise en quarantaine et le port de bracelets avec puces aux voyageurs</u>, citoyens chinois ou non, pour 14 jours à leurs frais à leur arrivée. <u>Amendes graduelles</u> imposées lors du non-respect des consignes. • Les territoires de Taiwan, de Macao et de Hong Kong ont mis en place des mesures axées sur davantage de transparence qu'en Chine continentale (points de presse quotidiens, etc.) et disposent de meilleurs systèmes de santé tant au niveau de la prévention que de l'intervention. Cela explique en partie leur faible nombre de cas malgré le haut nombre de voyageurs provenant de la Chine continentale dans les territoires. • La discipline du peuple chinois, commandée notamment par la rigueur du régime en place, aurait facilité le respect des mesures établies et le contrôle du virus.

	<p>vérifications des déplacements, etc.);</p> <ul style="list-style-type: none"> - Établissement de système de permis pour sortir des habitations. • Construction rapide d'hôpitaux d'urgence. • Fermeture de ses frontières aux ressortissants étrangers à partir du 28 mars et limitation des compagnies aériennes étrangères à une seule route aérienne, avec pas plus d'un vol hebdomadaire. Chaque compagnie aérienne chinoise a droit à une liaison vers un pays donné, avec un maximum d'un vol par semaine. • La Chine déclare publiquement avoir gagné le combat contre le coronavirus. • Une ville chinoise près de la frontière russe, Suifenhe, a été fermée. Le 8 avril, la Chine rapportait 59 nouveaux cas issus de voyageurs, dont 25 dans cette ville. Tous des citoyens chinois ayant transité par Moscou. • Des milliers d'animaux d'espèces sauvages ont été tués à la suite de l'interdiction temporaire imposée par la Chine d'en faire le commerce. • La Chine a approuvé deux vaccins potentiels pour des tests sur les humains. • Le contrôle de la frontière avec la Russie a été resserré après que 60 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Contrebande de masques et de produits médicaux.</u> • <u>Après 76 jours, la ville de Wuhan est maintenant ouverte et de nombreux résidents expriment maintenant leur colère envers les autorités chinoises et les fonctionnaires présents durant la crise, réclamant compensations et excuses. Ces critiques font l'objet d'une censure de la part des autorités chinoises ce qui exacerbe encore davantage les tensions.</u> • Début avril, des rumeurs en ligne ont commencé à circuler selon lesquelles quartiers où vivent des Africains étaient bloqués après que deux Nigériens testés positifs pour le virus se soient échappés. Des tests à grande échelle pour les ressortissants africains ont été effectués. Dans la ville de Guangzhou, 111 Africains sur 4 500 étaient positifs. Malgré les tests négatifs, plusieurs Africains sont gardés en quarantaine et subissent de la discrimination. Des commerces et des restaurants comme McDonald ferment leurs portes aux personnes noires. Ils sont chassés de leurs maisons et de leurs chambres d'hôtel et forcés de dormir dans les rues. Les tensions montent entre les ressortissants africains et les Chinois, particulièrement à Guangzhou. 	<p>est obligatoire pour avoir accès aux transports en commun.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le jeu le plus vendu actuellement de la Nintendo Switch a été retiré des magasins en ligne chinois après que des joueurs l'aient utilisé pour critiquer l'État. Animal Crossing: New Horizons permet aux joueurs de personnaliser leur propre île et d'inviter d'autres personnes à visiter. Certains joueurs de Hong Kong ont utilisé la plateforme pour organiser des manifestations. Les joueurs en Chine continentale avaient auparavant pu acheter des éditions étrangères du titre sur les marchés en ligne. • À Pékin, un ressortissant a été après une altercation avec un gardien de sécurité qui lui reprochait de ne pas porter de masque et de ne pas avoir en main son certificat de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs experts rapportent les efforts faits par la Chine afin de s'imposer en tant que Leader sur la scène internationale dans la gestion de la crise mondiale. Le pays offre du matériel médical, des stratégies de lutte et organise même la réponse de certains États envers la crise. Cette réponse de la Chine est mise en opposition avec l'isolationnisme américain et les grandes difficultés de l'Europe. • La <u>fiabilité des données chinoises quant au nombre de cas et de décès est remise en question.</u> Pour Wuhan seulement, le gouvernement déclarait <u>2535 décès</u>, alors que des reportages sur la distribution des urnes funéraires laissent croire qu'il y aurait eu <u>entre 3 500 et plus de 40 000 décès.</u> • Le nombre de contaminations communautaires a été réduit à zéro, mais comme des cas continuent d'arriver par les voyageurs, la Chine demande à sa diaspora de demeurer à l'étranger. • La compagnie Alibaba aurait créé un algorithme d'intelligence artificielle capable de détecter des cas d'infection au coronavirus en moins de 20 secondes, avec un taux de précision allant jusqu'à 96 %.
--	---	--	---	--

	nouveaux cas en provenance d'un vol de la Russie aient été déclarés.			<ul style="list-style-type: none"> Après plusieurs incidents embarrassants en Espagne et dans d'autres pays où la Chine vendait de l'équipement médical, le pays a décidé d'interdire la vente faite par des compagnies non accréditées. La ville chinoise de Wuhan, où le coronavirus est né, a augmenté de 50% le nombre officiel de ses morts, ajoutant 1 290 morts, les autorités ont attribué ce nouveau chiffre à des rapports mis à jour et à des décès survenus à l'extérieur des hôpitaux.
<p>2. Italie</p> <p>172 434 cas 22 745 décès</p> <p>Population 60,48 millions</p> <p>République parlementaire</p> <p>Président Sergio Mattarella</p>	<ul style="list-style-type: none"> Confinement de l'ensemble de la population avec une restriction de la liberté de circuler en vigueur jusqu'au 3 mai Interdiction de rassemblements. Fermeture des écoles, des lieux de rencontres, des parcs, des commerces, à l'exception des pharmacies et des épiceries. Interdiction des activités de plein air tel que le "jogging" et la promenade dans certaines régions. Par ordonnance, on y autorise l'usage de la bicyclette ou les déplacements à pied pour des raisons médicales, de travail ou pour faire ses courses. 20 000 médecins retraités ont été rappelés. 	<ul style="list-style-type: none"> De nombreux <u>déplacements à l'extérieur des frontières</u> visant à procéder à l'achat de divers produits sont observés. <u>Actes de désobéissance publique</u> observés notamment lors d'enterrements. Des sanctions sont appliquées. <u>Effectif réduit du personnel policier</u> par le virus. Les agents de la Police aux frontières (PAF) disposent de masques de protection, mais ont l'interdiction d'en faire usage. Manque de disponibilité des lits d'hôpitaux, d'équipements ainsi que de médicaments. Plusieurs <u>révoltes dans les pénitenciers italiens</u>. Incidents à la suite de la suspension des parloirs en prison. 	<ul style="list-style-type: none"> <u>Interpellations</u> des citoyens qui s'adonnent à des regroupements (funérailles) par les forces militaires. <u>Amendes</u> (jusqu'à 315 \$) et poursuites pénales (jusqu'à 3 mois de prison) applicables. Les forces militaires limitent les entrées aux frontières aux motifs identifiés comme étant légitimes (c-à-d. : professionnels/ familiaux /santé). <u>Barrages routiers et contrôles</u> aux coins de rue par les gendarmes. Plus d'une dizaine de milliers de contrôles effectués chaque jour. <u>Recours à des drones</u> afin de repérer des promeneurs. <u>7 000 soldats déployés</u> dans les rues italiennes pour assurer des missions d'ordre public. On en attendrait 17 000 soldats supplémentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> La Chine viendra en aide à l'Italie en lui envoyant plus d'un millier de respirateurs artificiels et deux millions de masques. On envisage des mesures pour atténuer les effets du confinement sur les familles. Celles-ci pourraient inclure un congé parental payé d'urgence ou des bons pour les familles avec des enfants qui doivent payer pour la garde des enfants en raison de la fermeture prolongée des écoles. Plus de trois millions de masques arriveront de Chine, d'Égypte, de Russie et d'Inde. Cuba vient en aide en envoyant une cinquantaine de médecins. Des doutes sur le bilan des décès attribuables à la COVID-19 sont

	<ul style="list-style-type: none"> • Suspension des parloirs dans les prisons. • Les mesures de santé publique ont été prises tardivement selon plusieurs experts. • Le gouvernement planifie une reprise des entreprises progressive après Pâques tandis que le pays pourrait rouvrir en mai. • Un nombre croissant de régions italiennes introduisent le port obligatoire d'un masque de protection ou d'une écharpe couvrant le nez et la bouche dès que l'on sort du domicile. • Les supermarchés de la Lombardie seront tenus de fournir des gants et du gel hydro alcoolique à leurs clients. • Les librairies et les magasins pour enfants ont été autorisés à ouvrir à partir du 14 avril à raison de deux jours par semaine. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des membres de la mafia italienne distribuent de la nourriture aux familles isolées et sans revenu dans plusieurs régions. Beaucoup craignent que les actions de la mafia ne soient pas purement altruistes et que si les Italiens sont obligés de s'appuyer sur des groupes du crime organisé plutôt que sur leur propre gouvernement, cela ne fera qu'augmenter l'influence de celle-ci et aura un prix élevé pour le pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • Autorisation du courrier électronique et de Skype pour les contacts entre les détenus et leurs familles et à des fins éducatives. Un plan de libération et de placement en résidences surveillées des détenus condamnés à moins de 18 mois de prison est annoncé. Cette mesure pourrait bénéficier à plus de 3 000 personnes incarcérées. • Mesures à venir pour assurer la <u>libération d'un plus grand nombre de détenus</u> (détenus âgés ou santé à risque). • On examine des <u>alternatives à la détention</u> dans les centres de détention pour <u>migrants</u>, en raison du risque accru d'infection et de l'absence de perspective d'expulsion. 	<p>soulevés, on redoute que les chiffres officiels soient très sous-évalués.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le maire d'une petite commune de Lombardie a émis une ordonnance précisant quels jours les hommes et les femmes peuvent faire leurs courses. La municipalité a prévu des amendes allant jusqu'à 400 euros pour les contrevenants.
<p>3. Espagne</p> <p>191 726 cas 20 043 décès</p> <p>Population 46 millions</p> <p>Monarchie constitutionnelle parlementaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Confinement général se poursuit jusqu'au 26 avril. • En plus des activités essentielles à l'approvisionnement du pays, certains secteurs industriels et de la construction ont pu reprendre à partir du 13 avril. • Un guide de mesures préventives a été produit par les autorités publiques pour ces employés et employeurs, et des millions de masques distribués. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune information. 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les <u>moyens sanitaires « civils et militaires, publics et privés » ont été mis à la disposition des besoins de la santé publique.</u> • Des <u>sanctions allant de 100 euros d'amende à un an de prison à ceux qui ne respectent pas le confinement</u> pourront être imposées. • Toutes les <u>forces de police municipales et régionales ont été placées sous le commandement unique du ministère espagnol de l'Intérieur.</u> « L'autorité compétente sur tout le territoire sera le gouvernement d'Espagne ». 	<ul style="list-style-type: none"> • Malgré certaines fluctuations, la progression quotidienne de nouveaux cas et de décès a ralenti au cours de la semaine du 10 avril. • L'Espagne a procédé à un ajustement de sa méthode pour comptabiliser les décès, afin de tenir compte des personnes décédées en dehors des hôpitaux (soit à leur domicile ou dans des centres de soins privés).

<p>Roi Felipe VI Président Pedro Sanchez</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Progression des infections et de la mortalité dans les résidences de soins aux personnes âgées se poursuit, combinée à un manque de personnel. L'armée a été appelée en renfort dans au moins un cas critique. • Fermeture de tous les hôtels du territoire. • Fêtes officiellement interdites. • Discothèques, parcs et plages sont clôturés. • Tous les commerces fermés, à l'exception des magasins jugés essentiels. • Cérémonies funéraires et messes restreintes. • Toutes les classes, de la crèche à l'université, sont suspendues. • Circulation et capacité des trains, avions et autobus réduites drastiquement afin d'éviter les agglomérations. • Tous ceux, particuliers et entreprises, disposant d'équipements médicaux pertinents doivent se faire connaître des autorités sous peine de sanctions. • Mesures d'exception afin d'embaucher étudiants et retraités en santé. • Dans la capitale, une patinoire a été transformée en morgue géante. Les halls d'exposition de la Foire de Madrid ont été reconvertis 		<ul style="list-style-type: none"> • Nombreuses arrestations pour non-respect des mesures de confinement. • Le ministère de la Justice prépare un projet de loi d'urgence pour éviter l'effondrement de son système judiciaire, mis en arrêt depuis 1 mois. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le PM a annoncé le 9 avril que l'Espagne approchait sans doute de la pointe de la contagion. • Au 9 avril, près de 900 000 personnes avaient perdu leur emploi depuis le début du confinement, le nombre de chômeurs atteignant 3.5 millions de personnes. • Le gouvernement a annoncé que 27 758 employés du système de santé ont été infectés par la COVID-19, ce qui représente 15 % du total des cas. • À la suite d'un sondage auprès de ses membres, l'ordre des infirmières de l'Espagne estime qu'un tiers de celles-ci pourrait avoir été infecté, soit 70 000 infirmières.
--	---	--	---	---

	en hôpital de campagne de 1500 lits.			
<p>4. Allemagne</p> <p>141 483 cas 4 362 décès</p> <p>Population : 83 millions</p> <p>Régime démocratique parlementaire fédéral</p> <p>Pouvoir exécutif détenu par la chancelière fédérale Angela Merkel</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures de santé publique prises tardivement et incluant actuellement : <ul style="list-style-type: none"> - Fermeture des écoles et des garderies jusqu'à la fin avril; - Suspension des événements culturels et sportifs; - Fermeture de tous les magasins non essentiels (inclus les restaurants); - Fermeture de certaines frontières et mesures de contrôle; - Refus de toutes demandes d'asile jusqu'à nouvel ordre. • Les États de Bavière et de Saarland sont les seuls en Allemagne est le seul à avoir imposé une quarantaine totale (« full lockdown »), comparable à la France. • Réduction du transport ferroviaire à venir. • Interdiction des rassemblements de plus de 2 personnes (sauf pour les membres d'une même famille ou pour le travail). • Les mesures de distanciation sociale sont prolongées jusqu'au 19 avril. • Le gouvernement allemand se prépare à présenter un dispositif permettant d'identifier les personnes ayant été en contact 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Altercations entre citoyens</u> observées dans les magasins et les épiceries. • <u>Pénurie de certains produits</u> dans les supermarchés dans les villes limitrophes avec les frontières (notamment en raison d'achats massifs par des résidents des pays limitrophes). • <u>Menaces de groupes d'extrême droite</u> (qui accusent les immigrants d'être la cause de la pandémie). • <u>Tentatives de cyberfraude</u> en lien avec le coronavirus (vols de données personnelles en se faisant passer pour un organisme gouvernemental ou de santé publique). • <u>Rassemblements de jeunes</u> (« lockdown parties ») défiant l'appel du gouvernement à ne pas tenir de rassemblement. • Certains établissements (bars et clubs) ne respectent pas l'ordre de cesser leurs activités (environ une soixantaine à Berlin seulement). • <u>Désinformation : fausses nouvelles sur les médias sociaux engendrant de la panique</u> et l'achat de réserves de nourriture et autres. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Contrôle des frontières par la police fédérale</u>, pour éviter que des voyageurs de pays voisins n'entrent au pays. Seuls les résidents allemands, les transports de marchandises et ceux devant franchir la frontière pour le travail sont admis; • Heures d'ouverture étendues pour les supermarchés afin de disperser l'achalandage; • <u>Interdiction de certains groupes d'extrême droite et frappes policières ciblées</u> contre ceux-ci. • Augmentation des ressources pour <u>faire la veille des médias sociaux</u> pour lutter contre le terrorisme. • <u>Interventions policières lors de rassemblements et de fêtes.</u> • <u>Interventions policières pour faire respecter l'ordre de fermer tous les bars et les clubs.</u> • L'Institut Robert Koch (équivalent de la Direction de santé publique) prévoit <u>utiliser des données de téléphones cellulaires</u> provenant de compagnies de télécommunication (Deutsche Telekom) pour analyser la mobilité de la population et observer si celle-ci respecte <u>la consigne de limiter les interactions sociales et les déplacements.</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement fédéral ne peut implanter un couvre-feu à travers le pays puisque la décision doit provenir des autorités locales. • Le ministre de la Santé mentionne que si l'on souhaite relâcher les mesures de distanciation sociale et de fermeture de lieux publics d'ici la fin avril, les autorités devront être en mesure d'identifier et de joindre très rapidement toutes les personnes en contact avec une personne infectée (dispositif de localisation). • L'Allemagne est de plus en plus citée par les experts comme un modèle pour son niveau de préparation et de gestion de la crise, notamment à cause de son pourcentage peu élevé de morts au regard de son nombre de cas.

	<p>avec une personne infectée grâce à leur téléphone et au Bluetooth.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le recours à du personnel venant de l'Europe de l'Est pour l'agriculture ainsi que la prise en charge des personnes âgées est en préparation. • L'Allemagne souhaite limiter davantage l'accès à son territoire en imposant une quarantaine à quiconque reviendrait de l'étranger (à l'exception des travailleurs frontaliers et de plusieurs professions indispensables à la vie économique et aux soins de santé). • Le gouvernement se prépare à assouplir les mesures de restriction en ouvrant des magasins et les écoles le 4 mai. • Les grands rassemblements resteront interdits jusqu'au 31 août. 			
<p>5. Iran</p> <p>80 868 cas 5 031 décès</p> <p>Population 82 millions</p> <p>Régime autoritaire théocratique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les mesures de santé publique ont été prises tardivement, celles-ci incluent actuellement : <ul style="list-style-type: none"> - Suspension des événements culturels et sportifs; - Heures de travail réduites; - Rassemblements du Nouvel An suspendus et grands sites religieux fermés; - Désinfection de certaines rues. • Plusieurs lacunes sont observées par les spécialistes: 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Altercations entre citoyens observées</u> dans les magasins et les épiceries. • <u>Entrées dans des sites de culte malgré les interdictions</u> en cours par des groupes de fidèles. • Nombreuses protestations sociales en réaction à la situation économique précaire et à la contestation politique du régime observées au cours des derniers mois : des centaines de personnes tuées et des milliers faites prisonnières. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Interventions des forces policières pour maintenir l'ordre et disperser les foules</u> rassemblées, entre autres dans les sites de culte interdits. • <u>Contribution des pompiers dans la capitale pour désinfecter les rues.</u> • <u>85 000 prisonniers relâchés temporairement</u> pour limiter la propagation dans les prisons. Plusieurs seraient des prisonniers politiques ou des personnes détenues pour des raisons de sécurité. • <u>Exercices militaires</u> pour prévenir et surveiller la propagation du virus, sous le 	<ul style="list-style-type: none"> • Le manque de mesures adéquates en santé publique et les échanges commerciaux importants entre la Chine et l'Iran expliqueraient la contagion rapide au pays. • La situation économique précaire, notamment due aux sanctions économiques internationales, à la baisse des prix de l'essence et au chômage <u>fait actuellement craindre un plus grand désordre social en Iran.</u>

<p>Pouvoir exécutif détenu par le chef suprême l'Ayatollah Khomeini, et le président Rohani</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de transparence des autorités sur l'évolution de la situation; - Faibles mesures de distanciation sociale et de quarantaines; - Manque d'approvisionnement en équipement médical; - Peu de tests de dépistage disponibles; - Peu de mesures sur le plan des échanges économiques et commerciaux avec la Chine et sur le plan du contrôle des voyageurs. • Déplacements entre les villes du pays interdits, alors que des millions de personnes sont en voyage hors de leur province pendant les vacances scolaires du Nouvel An iranien. • Fermeture des écoles, universités et des principaux lieux de pèlerinage. • Suspension des prières publiques du vendredi et fermeture temporaire du Parlement. • Certaines mesures ont été assouplies, le gouvernement autorisant les "entreprises considérées à faible risque" dans toutes les provinces sauf à Téhéran à ouvrir le 11 avril. 	<ul style="list-style-type: none"> • Importante <u>propagation du virus dans les prisons iraniennes</u>, réputées pour leurs problèmes d'hygiène. • Entre 300 et 480 personnes ont perdu la vie après avoir bu du méthanol, alors qu'ils croyaient que l'absorption d'alcool permettrait de neutraliser le virus. 2850 autres personnes en seraient malades. En Iran, la consommation d'alcool est interdite par la loi islamique et les personnes qui se risquent à en boire s'approvisionnent auprès de contrebandiers. • Les citoyens sont très effrayés de retourner au travail, mais le font à cause de leur situation économique précaire. Cela mène des tensions entre le gouvernement et certains citoyens, ces derniers réclamant plus de support économique de la part de l'État. 	<p>commandement des autorités de biodéfense de l'armée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Déploiement de troupes militaires dans différentes régions iraniennes pour vider les commerces et les rues.</u> • Selon plusieurs sources, déclaration de <u>la loi martiale pour contrer d'éventuelles protestations publiques contre le régime.</u> • Mise en place <u>de barrages policiers sur les axes d'entrée et de sortie de Téhéran</u>, interdisant aux résidents de quitter la capitale et aux non-résidents d'y pénétrer. Des amendes ont été infligées aux récalcitrants. • Présence policière dans les marchés locaux ordonnant aux vendeurs de quitter les lieux afin de ne pas participer à la propagation du virus. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les répercussions économiques de la crise nuisent particulièrement aux femmes, qui sont les plus susceptibles de perdre leur emploi, et elles assument des tâches accrues, s'occupant de parents malades et des enfants qui restent à la maison après l'école. • À l'entrée d'un centre commercial d'un quartier riche, des travailleurs de la santé prennent la température des visiteurs en retournant les individus qui semblent appartenir à la classe ouvrière. Pendant ce temps, les plus riches achètent des réservoirs d'oxygène pour leur maison. • Téhéran a mis en garde Washington contre le risque d'entraîner le Moyen-Orient dans une «situation désastreuse» en pleine crise du nouveau coronavirus, après le déploiement par les États unis de missiles Patriot sur le sol irakien. Les États-Unis ont alors accusé l'Iran de préparer une attaque contre ses soldats en sol irakien. • Selon certains spécialistes, les communautés pour lesquelles la religion occupe une place très importante pourraient faire face à des défis particuliers puisqu'elles seraient plus lentes à changer leurs pratiques relatives
---	---	--	--	--

				<p>notamment à la distanciation sociale. Ce serait le cas pour certaines communautés chiites en Iran et en Irak et pour des communautés juives ultra-orthodoxes en Israël où un nombre de cas élevé est constaté.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Iran demande l'aide du Fonds monétaire international pour lutter contre le virus. • La courbe des cas de contamination semble avoir entamé une baisse «progressive et lente», Téhéran prévient que la maladie est encore loin d'être maîtrisée en Iran. • Onze navires iraniens se sont approchés des navires américains dans le Golfe. Alors que de telles interactions s'étaient produites occasionnellement il y a quelques années, elles s'étaient largement arrêtées ces dernières années. Cet incident survient à un moment où les tensions s'intensifiaient entre les deux pays.
<p>6. États-Unis</p> <p>705 511 cas 37 012 décès</p> <p>Population 327 millions</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Imposition de restrictions unilatérales aux voyageurs en provenance de plusieurs pays européens ainsi que de la Chine et de l'Iran. Le président Trump a également exhorté sa population à ne pas voyager à l'extérieur du pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • Apparition de fraudes liées à la COVID-19 et allégations de certaines hausses de prix par des détaillants. • Altercations entre citoyens observées dans les magasins et les épiceries. • Hausse des ventes d'armes à feu, certains magasins observeraient une augmentation de plus de 400 %. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Couvre-feu</u> dans certains États. • La fraude dans le domaine du matériel médical fait l'objet d'une attention renforcée, mettant à contribution des entreprises et les forces de l'ordre pour détecter les produits et les offres frauduleuses. • Dans certains États américains, <u>des détenus</u> (plus souvent n'ayant pas commis de crimes, ex. impossibilité de payer leur loyer), ont <u>été</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Désinformation</u> et théories du <u>complot</u> sont largement relayées sur les médias sociaux aux États-Unis pour expliquer le virus. • Les mesures peuvent différer d'un État à un autre. • Le gouverneur du Texas a ordonné la suspension de tous les avortements dans son État, afin

République fédérale avec régime présidentiel	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des écoles dans la plupart des États. • Fermeture des frontières entre le Canada et les États-Unis (à l'exception des marchandises). • Fermeture, dans plusieurs États, des commerces non essentiels. • Le président a ordonné la réutilisation d'un médicament contre la malaria pour lutter contre la pandémie. • Personnes non assurées qui craignent d'importants frais médicaux en allant se faire soigner dans les hôpitaux : des États, comme le Minnesota, ont mis sur pied une assurance-médicament temporaire accessible à tous pendant un mois. • Achat et commercialisation, selon une procédure dérogatoire, à un laboratoire français, d'un nouveau test rapide de la COVID-19, et ce, pendant toute la durée de la crise sanitaire. Le test, qui peut seulement être commercialisé aux États-Unis pour le moment, peut donner le résultat en 45 minutes. • En date du 10 avril, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, le Nebraska, l'Iowa et l'Arkansas n'ont toujours pas émis d'ordre de confinement pour leur population. Il s'agit d'États ruraux, avec peu d'infrastructures médicales et une population âgée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement fédéral a émis un avis selon lequel la chaîne d'approvisionnement en armes à feu (fabrication, distribution, ventes et centres de tir) faisait partie des services essentiels. Les États peuvent toutefois imposer leurs propres restrictions. • La ligne téléphonique nationale contre la violence conjugale rapporte qu'un nombre croissant d'appels allèguent que les agresseurs utiliseraient la COVID-19 comme moyen pour isoler davantage les victimes de leurs amis et de leur famille. • Des actes de violence, d'intimidation et de discrimination contre la population chinoise sont rapportés. • À la suite d'un premier cas dans un établissement de rétention, des associations ont intenté des actions en justice pour obtenir la libération de 37 000 migrants détenus par la police migratoire, au moins des plus vulnérables. Toutefois, la lutte contre l'immigration illégale étant une priorité du président Trump, leurs appels sont pour l'instant restés lettre morte. • Le ministre de la Défense et le chef d'état-major ont prévenu que la pandémie pourrait <u>déstabiliser certains pays, au point qu'ils représenteraient une menace pour les États-Unis</u>. Ils ont expliqué lors d'une conférence de presse que tout ceci pourrait conduire au chaos politique dans certains pays et qu'ils devaient rester vigilants en soulignant que le manque de masques, de gants ou de respirateurs 	<p><u>libérés en détention à domicile en raison des inquiétudes liées à la propagation du virus. D'autres détenus, dans des postes de police, auraient été envoyés en prison.</u> Par ailleurs, le procureur général américain a donné le 26 mars des instructions en faveur de <u>l'assignation à résidence de certains détenus vulnérables</u>. Ses consignes s'appliquent uniquement aux près de <u>170 000 détenus dans des prisons fédérales</u>, où près de 100 cas de COVID-19 ont été détectés sur des détenus et une cinquantaine sur le personnel.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le 4 avril, après la mort de 8 détenus en une semaine, le procureur général a exhorté les prisons fédérales à maximiser immédiatement l'usage du programme d'assignation à résidence pour un grand nombre de détenus vulnérables, en priorité pour les prisonniers âgés de plus de 60 ans n'ayant pas commis de crimes sexuels ou violents, et atteints par des pathologies chroniques. • Face aux nombreux <u>appels à désengorger les prisons, d'autres responsables ont pris des mesures comparables, notamment en Californie, dans le New Jersey et à New York</u>, où des centaines de détenus ont été remis en liberté sous condition (souvent ceux qui purgent des peines pour des délits non violents ou qui devaient être remis en liberté au cours des prochaines semaines). • <u>Amendes possibles et fermeture immédiate des commerces qui ne respecteraient pas les fermetures demandées dans certains États.</u> 	<p>de concentrer les ressources et les équipements vers la lutte contre le coronavirus. L'Ohio et le Mississippi ont appelé à adopter la même mesure, le droit à l'avortement, jugé comme une l'intervention « non essentielle ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les <u>États-Unis ont dépassé jeudi l'Italie et la Chine et sont devenus le pays du monde à compter le plus de cas recensés d'infection au nouveau coronavirus. New York étant l'épicentre de la pandémie.</u> • Environ 27,5 millions d'Américains n'ont pas d'assurance-maladie. • Dans certains États, comme les trousse de dépistage de la covid-19 se font rares, les tests ne peuvent se faire qu'à la demande d'un médecin. Plusieurs personnes non assurées, n'ayant pas les moyens de consulter un médecin, ne sont donc pas testées. • Les répercussions économiques de la pandémie pourraient également avoir des conséquences négatives sur la propagation du virus, car souvent, lorsque les gens perdent leur emploi, ils perdent leur assurance médicament. • Le Sénat a adopté le 25 mars un programme de sauvetage
--	---	---	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelles lignes directrices pour les centres de soins de longue durée : dépistage auprès des employés, dont la prise de température et port de masques pour les employés et les résidents lorsqu'ils reçoivent des soins. Le Center for disease and control prevention (CDC) recommande le port de masques dans les lieux publics là où il est difficile de maintenir la distanciation physique de 2 mètres (par exemple dans les épiceries), particulièrement dans les milieux aux prises avec un taux élevé de transmission communautaire. • Le gouverneur de New York a ordonné le port du masque dans les lieux publics. La mairesse de Los Angeles aussi. • Le manque d'équipement de protection pour le personnel médical et de ventilateurs demeure un enjeu critique pour certains États. Une entraide s'organise entre gouverneurs, par exemple, l'État de NY a envoyé des ventilateurs au Michigan et au Maryland. 	<p>pourrait avoir des conséquences sévères dans certains pays allant bien au-delà de la question médicale.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour mars 2020, le FBI rapporte une hausse de 41 % du nombre de vérifications d'antécédents faites sur sa plateforme nationale par des marchands d'armes sur des individus souhaitant s'en procurer une. (= 3,7 millions de vérifications en 1 mois, dont 500 000 pour le seul État de l'Illinois). • Au 17 avril, le département de police de New York (NYPD) comptait 2 314 policiers et 453 civils infectés au coronavirus. • En raison du nombre croissant de menaces contre le Dr Anthony Fauci, directeur de l'Institut des maladies infectieuses, ce dernier bénéficie désormais en tout temps de la protection des forces de l'ordre. • Un rapport d'évaluation de la menace produit par le U.S. National Counterterrorism Centre fait état du risque d'actes de violence extrémiste pouvant être perpétrés dans le contexte de la pandémie à l'encontre d'hôpitaux ou de marchés d'alimentation. • Le rapport inclut une évaluation faite par le Department of Homeland Security selon lequel certains extrémistes encouragent leurs adeptes à propager le virus auprès de membres des forces de l'ordre ou de minorités ethnoculturelles, ainsi que dans des lieux de culte ou de transport en commun. • On estime qu'en dehors des hôpitaux, ce sont les centres de détention et les 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Pentagone a annoncé mercredi le <u>gel pendant deux mois de tous ses mouvements prévus dans le monde, y compris le déploiement et le rapatriement de soldats déployés</u>, pour tenter de juguler l'épidémie due au coronavirus. • Depuis le 3 avril, la police du New Jersey a le pouvoir de réquisitionner tout matériel et équipement médical jugé nécessaire et détenu par des entreprises ou institutions publiques. Cette mesure donne suite à la prise d'un inventaire auprès des entreprises et institutions. • Le 8 avril, le ministère de la Justice fédéral a engagé des poursuites contre deux personnes pour infraction de terrorisme parce qu'elles avaient déclaré vouloir propager la Covid-19 intentionnellement. • Ces accusations reflètent la consigne émise par le procureur en chef adjoint à l'effet que ce type de menace était couvert par la loi sur le terrorisme, le virus étant assimilable à un agent biologique. 	<p>économique sans précédent de 2,2 trillions de dollars destiné à aider les entreprises, les travailleurs et les systèmes de santé engloutis par la pandémie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au 17 avril, 22 millions d'Américains ont fait une demande d'allocation de chômage. • Dans plusieurs régions américaines, la COVID-19 tueait de façon disproportionnée des personnes noires. De nombreuses organisations demandent des statistiques officielles pour comprendre l'ampleur du phénomène. À Chicago par exemple, les Noirs représentent 72% des morts alors qu'ils représentent le tiers de la population. Les données ne permettent pas de conclure actuellement si cette situation est attribuable aux inégalités socio-économiques ou à un autre phénomène. • Le président Trump a suspendu la contribution financière des États-Unis à l'Organisation mondiale de la santé, le temps d'analyser la manière dont l'organisation a géré la pandémie. • Après un bras de fer entre le président et certains gouverneurs, à savoir qui détient l'autorité constitutionnelle d'ordonner la reprise des activités
--	---	---	---	---

		prisons qui affichent les plus hautes concentrations de cas.		économiques, le président a confirmé que c'était aux gouverneurs de déterminer, sous certaines conditions, les actions et le rythme à prendre vers le déconfinement. <ul style="list-style-type: none"> • L'autorité fédérale a publié des lignes directrices à cet égard. • Selon le président, 29 États seraient prêts à une réouverture dès le 17 avril.
<p>7. France</p> <p>109 252 cas 18 681 décès</p> <p>Population 67 millions</p> <p>Régime constitutionnel semi-présidentiel</p> <p>Président Emmanuel Macron</p> <p>Premier ministre Édouard Philippe</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Stade 3 du plan de lutte contre l'épidémie amorcé avec les fermetures de tous les lieux recevant du public non indispensables. Fermeture des marchés ouverts. • Certaines villes ont instauré un couvre-feu. • Lieux de culte demeurent ouverts, mais les rassemblements et les cérémonies sont reportés. • Services essentiels publics et commerciaux ouverts. • <u>Déplacements interdits</u> sauf dans les cas suivants et uniquement à condition d'être munis d'une attestation pour : <ol style="list-style-type: none"> 1- Se déplacer de son domicile à son lieu de travail si le télétravail n'est pas possible ; 2- Faire ses achats de première nécessité; 3-Se rendre auprès d'un professionnel de santé ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs cas rapportés de citoyens circulant hors des frontières afin de procéder à des achats de produits divers. • Beaucoup d'individus ne se conforment pas aux directives. • Les syndicats policiers rapportent que la situation est inacceptable pour la police. Les policiers veulent être équipés en masque de protection (présentement réservés aux personnes malades et aux soignants). • Beaucoup d'inquiétudes au sein des policiers, on dénombre 84 agents contaminés et plus de 5 000 policiers confinés chez eux. • Certains policiers refusent de contrôler et ont fait valoir leur droit de retrait « pour assurer leur sécurité et celle de leur famille ». Le ministère de l'Intérieur considère que les agents ne sont pas à risque et interdit aux policiers de porter des masques de protection. • Du côté des gendarmes, le matériel de secourisme normalement utilisé pendant les formations ainsi que des masques 	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption d'une loi permettant <u>l'état d'urgence sanitaire et autorisant des mesures de soutien, de réquisition de matériel et de confinement par ordonnance.</u> • <u>Équipes policières en VTT veillent au respect du confinement</u> et contrôlent les attestations. • <u>100 000 membres des forces de l'ordre déployés</u>, infligeant une amende de 135 euros en cas de « violation des interdictions de se déplacer hors de son domicile ». 4 095 amendes données en 24 heures. • Les individus ne se conformant pas peuvent être réprimandés, pour certains cas: <u>six mois d'emprisonnement et de 10 000 euros en amende.</u> • <u>Mobilisation des taxis et des hôtels</u> pour les accompagner dans leurs missions. • <u>Soutien de l'armée</u>: un hôpital de campagne du service de santé des Armées sera déployé dans les jours à venir en Alsace. Les armées apporteront leur soutien pour déplacer les malades des régions les plus 	<ul style="list-style-type: none"> • Une communication a été faite voulant que tout le personnel auprès de patients potentiellement contaminés aurait des masques FFP2 (plus protecteur et plus rare). On rapporte cependant que si cette recommandation était suivie, dans une journée, il n'y aurait plus de masque FFP2 pour le personnel en contact avec des patients contaminés. • Préoccupations importantes des travailleurs : des dérogations aux règles du temps de travail et de prise de jours de congé sont possibles par décision unilatérale de l'employeur. • On encadre l'utilisation de la chloroquine pour les malades en état grave à l'hôpital. C'est-à-dire <u>qu'on autorise, sous encadrement, l'utilisation de médicaments non testés.</u>

	<p>4- Se déplacer pour la garde de ses enfants ou pour aider les personnes vulnérables, ou pour un motif familial impérieux ;</p> <p>5- Faire de l'exercice physique uniquement à titre individuel, autour du domicile et sans aucun rassemblement. Déplacement brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Voici les deux documents nécessaires pour circuler : 1- l'attestation individuelle; 2- l'attestation de l'employeur. • Modification temporaire du droit de travail (permet notamment aux employeurs de disposer plus librement de leurs salariés). • Le confinement sera prolongé au-delà du 15 avril. • Plusieurs municipalités ont durci leurs mesures en interdisant les activités sportives extérieures entre 10h et 19h. • On rend obligatoire le port du masque et il est désormais défendu de cracher sur la voie publique ou d'éternuer sans se couvrir le visage, on prévoit 68 euros d'amendes pour les fautifs. • À Nice, le port du masque sera obligatoire dès la fin du confinement. 	<p>périmés, commandés du temps de la grippe aviaire, sont récupérés par les officiers.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vols et attaques de véhicules transportant des équipements médicaux tels que des masques respiratoires et des masques chirurgicaux visant à ravitailler les hôpitaux. 	<p>affectées et réduire la congestion dans les hôpitaux de certains territoires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Mobilisation des forces armées</u> pour aider la population : lancement d'une opération militaire entièrement consacrée à l'aide et au soutien aux populations, ainsi qu'à l'appui aux services publics pour faire face à la pandémie. • Les infractions pour le non-respect des mesures augmentent. À la troisième semaine de confinement, 5,8 millions de contrôles ont été effectués et 359 000 procès-verbaux ont été dressés par les forces de l'ordre. • La France prévoit renforcer ses mesures aux frontières en demandant une attestation pour entrer sur le territoire. Pour y entrer, un ressortissant étranger devra soit avoir sa résidence principale en France, être en transit pour rejoindre sa famille ou être un professionnel de la santé aux fins de lutter contre le Covid-19. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans plusieurs hôpitaux, des choix entre patients sont opérés. On rapporte prendre en charge les patients qu'on considère pouvoir sauver. • L'ensemble des établissements hospitaliers, publics et privés recevrait désormais des patients "COVID-19 positifs".
--	---	--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> Le confinement est prolongé jusqu'au 11 mai. À partir de ce moment, on prévoit : <ol style="list-style-type: none"> Ouvrir progressivement les écoles ; Garder les bars, les restaurants, les cinémas et les salles de spectacle fermés ; Les festivals ne pourront se tenir avant, au moins, la mi-juillet ; Être en mesure de tester toutes les personnes présentant un symptôme et fournir un suivi médical ; Garder les personnes âgées et les personnes fragiles confinées. 			
<p>8. Corée du Sud</p> <p>10 653 cas 232 décès</p> <p>Population 51 millions</p> <p>Régime démocratique républicain</p> <p>Pouvoir exécutif détenu par le président Moon Jae-In</p>	<ul style="list-style-type: none"> Distanciation sociale et port de masques. Campagne de dépistage massive du virus (plus de 270 000 tests effectués, 96 laboratoires mobilisés). Mise en quarantaine des personnes infectées. <u>Déploiement technologique majeur</u> : recherches, collecte des données sur les téléphones portables et les cartes bancaires des personnes dont le test est positif menant à l'envoi de messages textes et au partage des informations trouvées sur les réseaux sociaux afin de rejoindre les personnes avec qui elles ont 	<ul style="list-style-type: none"> Aucun grand débordement observé, les seules files d'attente rapportées visent l'achat de masques ou la réalisation de tests de dépistage. <u>Cas de refus de dépistage de la quarantaine observés plus fréquemment chez les personnes âgées.</u> <u>2/3 des cas issus de groupes religieux</u> dont le style de culte implique le regroupement de centaines d'individus dans des espaces confinés. <u>Résistance des autorités religieuses impliquées</u> dans les débuts de la crise. Ostracisme et discrimination : 4 000 cas rapportés par les groupes religieux impliqués de <u>licenciement, intimidation, harcèlement et persécution</u> envers les fidèles des mouvements religieux 	<ul style="list-style-type: none"> Adoption d'une <u>loi faisant des violations de la quarantaine par des patients infectés une infraction passible de prison et accordant aux médecins une plus grande autorité pour protéger le public.</u> La Corée du Sud a refusé l'entrée à huit ressortissants étrangers après qu'ils n'aient pas voulu se conformer aux strictes exigences de quarantaine introduites cette semaine pour aider le pays à faire face à une augmentation des cas, alors que la colère monte au pays contre les visiteurs qui ont été surpris en train de violer les règles d'auto-isolement. 	<ul style="list-style-type: none"> <u>Taux de mortalité lié aux Coronavirus d'environ 0,7 %</u> comparativement à 3,4 % au niveau mondial. En 2015, une épidémie syndrome respiratoire du Moyen-Orient (SMRO) touche 186 personnes. Le dépistage, la recherche et la mise en quarantaine de près de 17 000 personnes ont permis d'enrayer l'épidémie au bout de deux mois. Cette expérience a mené à de nouvelles stratégies de contrôle des maladies infectieuses, lesquelles sont présentement appliquées. Culturellement reconnu pour leur conscience sociale des facteurs

	<p>été en contact et mise en quarantaine de celles-ci.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mesures de contrôle et de surveillance dans les aéroports. • Désinfection des environnements contaminés. • Campagne de communication gouvernementale axée sur la transparence. • Les écoles ont repris, mais seulement en ligne. Les professeurs sont à l'école et utilisent la technologie pour rejoindre leurs élèves. Après que 223 000 élèves aient déclaré ne pas avoir les outils technologiques pour participer, le ministère de l'Éducation a lancé un programme de prêt. Des organismes de charité ont aussi équipé des élèves. Ils distribuent également de la nourriture pour les élèves issus de milieux défavorisés. 	<p>identifiés comme foyers de contamination.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Actes de discrimination avec la population chinoise rapportés.</u> <p><u>Enjeux concernant la protection de l'identité des individus infectés</u> : les alertes de santé publique concernant le virus n'auraient peut-être pas suffisamment protégé la vie privée (communications des horaires, résidences et emplois des individus).</p>		<p>de risque et de protection des autres (port de masque, etc.), les Sud-Coréens acceptent et respectent généralement les mesures de santé publique prodiguées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Corée du Sud va fournir de l'équipement médical aux États-Unis. • La Corée du Sud a dénoncé le lancement de deux missiles balistiques dans l'océan par la Corée du Nord en pleine crise mondiale du coronavirus. • Selon le Center for disease control and prevention de la Corée du Sud, le virus pourrait se réactiver chez certains patients guéris. Une cinquantaine de personnes guéries auraient de nouveau réagi positivement au test. • Le parti du président sud-coréen Moon Jae-in a remporté une victoire décisive aux élections législatives, les électeurs soutenant la réponse du gouvernement à la pandémie. Pour exercer leur droit de vote, les électeurs devaient porter des masques, se tenir à au moins 1 m l'un de l'autre, se faire prendre leur température, se désinfecter les mains puis mettre des gants en plastique.
--	---	---	--	--

<p>9. Suisse</p> <p>27 404 cas 1 344 décès</p> <p>Population 8,6 millions</p> <p>Régime démocratique – État fédéral</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les mesures de santé publique ont été prolongées jusqu'au 26 avril, elles incluent actuellement : <ul style="list-style-type: none"> - Fermeture des écoles; - Suspension des événements culturels et sportifs; - Fermeture des établissements publics; - Diminution des activités gouvernementales et télétravail; - Annulation d'un suffrage fédéral prévu en mai; - Rassemblements publics ou privés (plus de cinq personnes) interdits; - Diminution des transports publics. • Imposition d'une limite, par client, pour l'achat de certains médicaments (aspirine, ibuprofène, paracétamol, etc.). • Annulation et déplacements de tous traitements et interventions médicales non urgents. • Des mesures de déconfinement progressif seront mises en place à partir du 27 avril. 	<ul style="list-style-type: none"> • Hôpitaux dans les villes limitrophes avec l'Italie presque saturés. • <u>Altercations entre citoyens observées dans les magasins et les épiceries.</u> • <u>Non-respect de la consigne d'éviter les rassemblements</u> (souvent des groupes de jeunes présents dans les parcs). • <u>Fermetures temporaires de postes de police communautaires</u> pour protéger ses agents du Coronavirus. • <u>Problématiques liées aux sans-abri</u> dans certaines villes (mesures d'isolement peu applicables à eux, ce qui accroît le risque de propagation). 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Contrôles policiers aux frontières.</u> • Achat, par les forces armées, d'appareils médicaux. • <u>Augmentation des patrouilles</u> (et de leur visibilité) dans les rues et les parcs et pour faire respecter les prescriptions fédérales (dont la fermeture des bars et magasins) : <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation auprès de la population; - Pour l'instant, les patrouilles se font par deux policiers, mais la Suisse prévoit <u>faire appel à des agents de sécurité et des employés des parcs</u> en cas de besoin. • <u>Déploiement de l'armée</u> pour venir en aide au personnel médical dans les hôpitaux. • Interdiction de la publicité pour services sexuels. 	<ul style="list-style-type: none"> • Selon le Code pénal suisse, il est interdit de propager, « par bassesse de caractère », une maladie humaine dangereuse et transmissible. Les contrevenants sont punis d'une peine de prison allant d'un à cinq ans. • La loi fédérale sur les épidémies contient également des dispositions pénales, par exemple contre une personne qui « se soustrait à une surveillance médicale qui lui a été imposée », soit une période de confinement de 10 jours pour la maladie du Covid-19.
<p>10. Royaume-Uni</p> <p>114 217 cas 15 464 décès</p> <p>Population 64,43 millions</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Royaume-Uni a tardé à appliquer des mesures, il a plutôt réagi en 3 phases distinctes : <ul style="list-style-type: none"> <u>Phase 1 : immunité collective</u> • écoles ouvertes; • rassemblements permis; <u>Phase 2 : Aplatissement de la courbe pour ralentir la progression :</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • En Europe, <u>des groupes criminels inondent les marchés de faux médicaments, prétendus vaccins, désinfectants et tests diagnostiques contre le coronavirus (plus de 4 M\$ saisis et plus de 121 arrestations par Europol).</u> • <u>Augmentation de 20,9% des cas de violence conjugale</u> (dans les deux dernières semaines) en lien avec le confinement dû au coronavirus. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les <u>quarts de travail des policiers passent de 9 h à 12 h.</u> Ils seront <u>secondés dans leurs fonctions par les militaires.</u> Les policiers doivent travailler en uniformes (mais <u>sans équipement de protection supplémentaire</u>). • <u>Des lois d'urgence sont en cours d'adoption pour donner aux agents le pouvoir de détenir des personnes présentant des symptômes ou de les forcer à subir des tests.</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • Progrès dans la connaissance de la génétique du cœur du virus ainsi que dans la recherche de traitements efficaces (des essais cliniques <u>auraient</u> commencé le 19 mars avec un patient atteint); • Le Royaume-Uni, avant de durcir ses mesures devant une hausse de cas et de morts, favorisait l'immunité collective qui consiste

<p>Régime politique : monarchie constitutionnelle</p> <p>Chef d'État : Reine Élisabeth II</p> <p>Chef du gouvernement : Boris Johnson</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Auto-isollement de 7 jours pour ceux qui présentent des symptômes, à partir du 13 mars; • Restrictions mineures de mouvement : voyages scolaires annulés et personnes de 70 ans et plus doivent rester au pays. <p><u>Phase 3 : resserrement des mesures, devant la hausse des cas et des morts (à partir du 23 mars) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Télétravail recommandé. • Écoles fermées. • Confinement national : les Britanniques ne peuvent sortir que pour les courses et le travail absolument nécessaire, se faire soigner ou faire de l'exercice une fois par jour. • Les rassemblements de plus de deux personnes sont interdits. • Magasins non essentiels, lieux de culte, bibliothèques et aires de jeux fermés. • Tous les évènements sont annulés, incluant mariages et baptêmes, mais pas les funérailles. • Des millions de tests pour savoir si une personne possède les anticorps seront rendus disponibles (sur Amazon) dès leur approbation par les autorités de santé. • Ouverture d'un hôpital de campagne de 4000 lits dans un centre de conférence londonien. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a une quantité insuffisante de matériel de protection pour les soignants, de tests de dépistage et de respirateurs au Royaume-Uni pour faire face à la crise. • Plusieurs fausses nouvelles circulent sur le Web. Selon l'une d'elles, les antennes 5G propageraient le virus. Ce serait l'explication derrière les incendies d'antennes 5G rapportés cette semaine qui nuiraient au réseau de communications au Royaume-Uni (une vingtaine d'antennes-relais 5G ont été attaquées). 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>20 000 militaires sont en alerte pour prêter main-forte aux services publics (« force de soutien Covid », dont 150 seront formés au transport d'oxygène.</u> • <u>Le Ministère de l'Intérieur aura la possibilité d'ordonner aux ports et aéroports de cesser leurs opérations en cas de pénurie de policiers aux frontières;</u> • <u>La police peut donner des amendes à ceux qui contreviennent aux mesures de confinement et peut disperser les rassemblements.</u> • <u>Les prisons ont des plans de contingence robustes pour faire face à la crise du coronavirus. La libération temporaire de détenus est envisagée par le secrétaire à la justice.</u> • <u>Amendes de 102\$ CAN à ceux qui ignorent les consignes de santé publique. Les policiers peuvent disperser les groupes et ordonner aux gens de rentrer chez eux.</u> 	<p>à enrayer la propagation d'un virus (et limiter la pression sur le système de santé publique) si une certaine proportion des individus est immunisée après avoir été contaminée et guérie de la maladie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Prince Charles est atteint de la COVID-19. • Le nombre de morts dépasserait les estimations, car on tient compte seulement des décès dans les hôpitaux et non de ceux dans les maisons de soin (on parle d'un écart de 15%). • La plus jeune victime avait 13 ans et aucun autre problème de santé sous-jacent. • Beaucoup de personnel médical est infecté et en isolement, la proportion atteint 30-40% dans certains établissements. • Des chercheurs vont tenter de dresser des chiens aptes à repérer les malades. • Le Royaume-Uni s'attend au pic d'infections d'ici à quelques semaines. • La fréquence des trains a diminué, ce qui a augmenté le nombre de passagers par train. • Les décès pourraient être sous-représentés, car les données ne correspondent pas aux certificats de décès où il est indiqué COVID-19.
---	--	--	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Les visas des employés du système de santé venant de l'étranger seront prolongés. • Les mesures seront réévaluées aux 3 semaines pour au moins 6 mois. • Les personnes les plus à risque sont invitées à rester chez elles pour 12 semaines et vont recevoir des biens essentiels si elles n'ont pas de réseau de support. • Une prolongation du confinement est probable pour encore 3 semaines, mais le gouvernement pense ouvrir certains commerces et écoles en mai devant la crainte de dommages économiques extrêmes. Les commerces où la distanciation sociale peut être maintenue pourraient ouvrir ainsi que l'industrie manufacturière et la construction. 			<ul style="list-style-type: none"> • Les scénarios prédisent jusqu'à 66 000 décès au Royaume-Uni d'ici le mois d'août avec un pic à 3000 décès par jour. • Le premier ministre, Boris Johnson, est hospitalisé aux soins intensifs depuis le début de la semaine.
<p>11. Pays-Bas</p> <p>31 592 cas 3 601 décès</p> <p>Population 17 millions</p> <p>Monarchie constitutionnelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a de grandes différences entre les mesures nationales et celles adoptées par les régions. <p>Mesures gouvernementales (prolongées jusqu'au 28 avril) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les événements et rassemblements sont interdits; • Exceptions (maximum 100 personnes) : <ul style="list-style-type: none"> - Les réunions de conseils municipaux; - Les réunions nécessaires à la poursuite des activités 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Deux tentatives de propagation délibérée sont répertoriées</u> : l'une en toussant en direction de policiers; l'autre par crachat dans une file d'attente. Les deux hommes responsables comparaitront en cour. • La firme pharmaceutique Roche a été <u>vandalisée après avoir été critiquée</u> pour ne pas partager aux hôpitaux néerlandais des informations sur la conception des tests de dépistage du COVID-19. • 1 400 infractions liées au non-respect des mesures de confinement ont été rapportées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des instances de concertations publiques en matière de sécurité et de gestion de crise (attaque terroriste, catastrophe naturelle, pandémie, etc.), appelées Veiligheidsregio (littéralement Région de sécurité), sont responsables des mesures de sécurité aux Pays-Bas. Leur gouvernance est assurée par les maires des villes composant la Région de sécurité. • Chacune des 25 Régions de sécurité a émis un décret de sécurité qui donne <u>le pouvoir à tout agent de la paix de faire respecter les mesures de prévention de la propagation adoptées au niveau national ou régional.</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • La prostitution est légale aux Pays-Bas. Les <u>mesures de prévention de la propagation impliquent donc la fermeture des <i>sex-clubs</i> et des commerces des <i>red light</i>.</u> - La réglementation de l'achat de services sexuels par l'État permet, en période de crise, d'émettre des directives limitant leur prestation et donc, dans les cas de pandémie, d'agir sur un élément supplémentaire de propagation potentielle.

<p>Pouvoir exécutif détenu par le premier ministre, Mark Rutte</p>	<p>quotidiennes des institutions, entreprises et autres organisations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exceptions (maximum 30 personnes) : <ul style="list-style-type: none"> - Funérailles et cérémonies de mariage; - Réunions à caractère religieux ou philosophique <p><i>Lors de ces réunions, toutes les mesures d'hygiène doivent être respectées, incluant la distance obligatoire de 1,5 mètre entre les personnes.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des casinos, salles de jeux et autres organismes comparables. • La pratique de professions dites de « contact » et pour lesquelles il n'est pas possible de garder une distance de 1,5 mètre du client est interdite (masseurs, coiffeurs, service d'escorte, instructeurs d'auto-école, etc.). • Les magasins, les marchés, parcs, camping et les transports en commun doivent être arrêtés si les mesures d'hygiène et la distance de 1,5 mètre ne sont pas, ou trop peu, respectées; • La formation de groupe dans un espace public est interdite. Le gouvernement définit un groupe comme trois personnes ou plus qui ne respectent pas une distance de 1,5 mètre. 		<ul style="list-style-type: none"> • La Région de sécurité d'Amsterdam-Amstelland indique que des <u>amendes</u> importantes pourront être données aux personnes ne respectant pas les mesures de sécurité. • Amsterdam : La ville indique que des caméras de surveillance supplémentaires pourraient être installées dans les endroits publics où un achalandage important est encore observé. 	
--	---	--	---	--

<p>12. Autriche</p> <p>14 671 cas 443 décès</p> <p>Population 9 millions</p> <p>République fédérale</p> <p>Pouvoir exécutif détenu par le chancelier fédéral, Sebastian Kurz</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis le 1^{er} avril, le port du masque est obligatoire pour les clients des épiceries. • Mise en quarantaine de plusieurs régions ou sous-régions de l'Autriche. • Couvre-feu. • Restriction de circulation, sauf pour le travail, les urgences et besoins de base (épicerie, pharmacie, etc.). • Rassemblements de plus de 5 personnes interdits. • Fermeture des garderies, des écoles et des universités. • Il est déjà annoncé que le retour à la normale se fera progressivement. • La caserne militaire de Spittal est mise en quarantaine (une centaine de personnes). • Des mesures de « déconfinement » sont prévues dès le 14 avril : <ul style="list-style-type: none"> - réouverture progressive des petits commerces et des parcs. • Les mesures d'hygiène et le port du masque en public demeureront obligatoires. 	<ul style="list-style-type: none"> • 1er cas détecté en détention à Innsbruck (Tyrol). • Plus de 17 000 infractions liées au non-respect des mesures de confinement ont été rapportées. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Amendes allant jusqu'à 3 600 euros pour les citoyens contrevenants, et jusqu'à 30 000 euros pour les propriétaires de commerce, prévues à la Loi COVID-19.</u> • <u>Application des mesures de santé publique sous la responsabilité des autorités sociosanitaires, avec l'aide de la police au besoin.</u> • Toutes les personnes qui ont reçu un résultat positif pour la COVID-19 sont contactées par la police par téléphone. S'il n'y a pas de réponse, les policiers se déplacent sur place. Lorsqu'une personne est introuvable, des recherches policières sont effectuées. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Enjeux relatifs à la question des migrants :</u> <ul style="list-style-type: none"> - L'Autriche est l'un des pays européens qui, en proportion, a accueilli le plus de réfugiés lors de la crise de 2015-2016. - Depuis le début de mars 2020, on craint un nouvel afflux important de réfugiés alors que la Turquie, en février 2020, a ouvert ses frontières vers l'Europe par la Grèce. - Altercations entre migrants et forces de l'ordre rapportées à la frontière gréco-turque. - Bien que les frontières aient été fermées depuis et les camps de réfugiés maintenus en confinement, l'addition de la pandémie à la question des migrants risque d'attiser les tensions en Europe, notamment en Autriche.
<p>13. Norvège</p> <p>6 992 cas 163 décès</p> <p>Population 5,3 millions</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des établissements scolaires, institutions culturelles, cinémas et centres d'achats jusqu'au 13 avril. • Rassemblements culturels et sportifs, à l'intérieur ou en plein air, interdits. Cette mesure est prolongée jusqu'au 15 juin. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune information. 	<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction pour les personnes qui ont des propriétés secondaires dans une municipalité autre que celle dans laquelle elles sont enregistrées de séjourner dans cette municipalité. Les contrevenants s'exposent à une amende de 1 880 \$ et à dix (10) jours de prison. • Une <u>violation d'une ordonnance de quarantaine, qui affecte des citoyens</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis le 16 mars, les étrangers sans permis de séjour ne sont plus admis sur le territoire norvégien. Ils sont renvoyés vers leur pays d'origine, ou placés en quarantaine dans l'attente de leur renvoi.

<p>Monarchie constitutionnelle</p> <p>Pouvoir exécutif : Roi : Harald V Ministre de l'État : Erna Solberg</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Transports publics maintenus, mais il est conseillé de les éviter. • La ville d'Oslo déconseille les déplacements. • Les rassemblements de plus de 5 personnes (hors membres d'une même famille) sont interdits en dehors du domicile. • Une distance de sécurité d'un mètre doit être respectée à l'extérieur, et de deux mètres à l'intérieur (ne s'applique pas au domicile). • La Norvège déconseille fermement tout voyage à l'étranger jusqu'au 14 avril (période susceptible d'être étendue). • Le 6 avril le gouvernement a annoncé la levée progressive des mesures. • À partir du 20 avril, les garderies vont ouvrir et il sera possible de séjourner dans sa résidence secondaire. • Les professions liées à la santé pourront reprendre. • À partir du 27 avril, les universités, collèges et écoles seront partiellement ouverts. • Les lieux tels que les salons de coiffure, de massage et de dermatologie ouvriront. Les autres règles resteront en place. 		<p><u>soupçonnés d'avoir contractés le virus est passible d'une amende de 2 500 \$ et de quinze (15) jours d'emprisonnement.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une première amende a été donnée le 21 mars. 	<ul style="list-style-type: none"> • La Norvège a mis en place un système de confinement assez souple, dans lequel les cas suspects ou positifs ne requérant pas d'hospitalisation doivent rester chez eux, mais où le reste de la population peut encore sortir. • Telenor, compagnie médiatique comparable à Bell au Canada, partage des données mobiles agrégées avec des scientifiques depuis trois semaines. <ul style="list-style-type: none"> - On peut suivre les personnes se déplaçant entre les municipalités en suivant les mouvements des téléphones intelligents. • Une équipe de chercheur de l'Université d'Oslo aide le gouvernement à créer une application afin de mieux comprendre les activités des individus. • Afin de faciliter le télétravail et la présence des enfants à la maison, le gouvernement a mis en place la mesure suivante : tous les parents qui ont des enfants de moins de 12 ans se sont vu attribuer dix jours qui peuvent être utilisés comme «congé enfant malade», en plus des dix jours en vigueur. • Everbridge, leader mondial en gestion d'événements critiques, est à présent déployé sur tout le
---	--	--	---	---

				réseau mobile du pays et utilisé par la Direction de la santé pour envoyer des messages critiques aux téléphones portables avant, pendant et après une urgence.
<p>14. Belgique</p> <p>37 183 cas 5 453 décès</p> <p>Population 11 millions</p> <p>Monarchie constitutionnelle</p> <p>Pouvoir exécutif détenu par la première ministre, Sophie Wilmès</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le conseil national de sécurité a prolongé les mesures jusqu'au 13 avril; <ul style="list-style-type: none"> Cette prolongation pourra être reconduite jusqu'au 3 mai; Les mesures de confinement n'ont pas été modifiées. Mise en place tardive de mesures de confinement obligatoires incluant : <ul style="list-style-type: none"> Restriction de circulation sauf pour les déplacements indispensables; Rassemblement interdit (nombre de personnes non spécifié); Mise en place du télétravail ou, lorsque impossible, de mesures de distanciation sociale (1,5 m de distance); Voyages non indispensables à l'extérieur de la Belgique interdits. 	<ul style="list-style-type: none"> Depuis l'instauration des mesures de confinement, la police de la zone Bruxelles-Capitale Ixelles a distribué 104 contraventions contre des <u>personnes ne respectant pas les interdictions de rassemblement et des commerces qui ne ferment pas.</u> Une étude de l'université de Gent auprès de 10 000 personnes indique que la motivation de la population à respecter les mesures de confinement est en baisse, surtout chez les jeunes. La durée des mesures et l'absence d'horizon de levée de celles-ci expliqueraient cette situation. Un jeune homme de 19 ans est décédé à Anderlecht, en périphérie de Bruxelles, en tentant d'échapper à un contrôle routier des mesures de confinement. Il a percuté un véhicule de police avec son scooter. <ul style="list-style-type: none"> Des émeutes s'en sont suivies les 11 et 12 avril. Ont été observés plusieurs actes de violence : lancé de cocktails molotov, véhicules incendiés, etc. Sept manifestants et deux policiers ont été blessés. Une centaine d'arrestations ont eu lieu. 	<ul style="list-style-type: none"> <u>La police est chargée de faire respecter de façon stricte les mesures de confinement.</u> Lourdes <u>amendes aux entreprises qui ne respectent pas les consignes de télétravail ou de distanciation sociale.</u> Un système de perception immédiate des amendes a été mis en place. La police bruxelloise a déployé des patrouilles supplémentaires et un dispositif "Covid-19" pour s'assurer du respect des mesures. Des <u>contrôles routiers</u> sont effectués pour vérifier les motifs de déplacement des citoyens et pour faire de la sensibilisation. Protection des forces de l'ordre : <ul style="list-style-type: none"> Le <u>syndicat des policiers belges</u>, le CSC-Services publics, <u>dénonce qu'aucune mesure particulière de sécurité pour les policiers n'a été prise et que ceux-ci ne disposent pas du matériel de protection nécessaire.</u> 	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement fédéral belge n'est formé que depuis le 17 mars 2020. Des élections fédérales ont eu lieu le 26 mai 2019, mais aucune entente de gouvernement de coalition n'avait été conclue, notamment en raison des tensions entre les communautés francophones et néerlandophones. La pandémie aura forcé les parlementaires à mettre sur pied un gouvernement de coalition. La situation politique peut expliquer la lenteur de la mise en place de mesures de confinement obligatoire. Il y a eu 462 nouveaux cas et 16 morts supplémentaires du 19 au 20 mars.

<p>15. Suède</p> <p>13 882 cas 1 511 décès</p> <p>Monarchie constitutionnelle</p> <p>Roi : Charles XVI Gustave Premier ministre : Stefan Löfven</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les mesures mises en place sont moins restrictives que pour les autres pays de l'Union européenne : <ul style="list-style-type: none"> - Encouragement minimal au télétravail, aucune mesure coercitive, aucun confinement; - Les aînés sont invités à rester chez eux; - Les voyages sont déconseillés, mais ne sont pas interdits; - Fermeture des lycées et des universités; - Les rassemblements de plus de 500 personnes sont interdits. • Depuis le 20 mars, les hôpitaux régionaux mettent en œuvre des protocoles militaires empruntés à l'OTAN. • Le 24 mars, le gouvernement a exhorté les bars et les restaurants à se limiter aux services à table, afin de favoriser la distanciation. • En date du 26 mars, les crèches, les écoles, les jardins d'enfants et les collèges sont ouverts. • Depuis le 29 mars, les rassemblements de plus de 50 personnes sont interdits. <ul style="list-style-type: none"> - Cette mesure exclut les écoles, les restaurants et les centres d'entraînement. • Le 1^{er} avril, le gouvernement a émis une interdiction de visites dans les résidences pour personnes âgées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans la semaine du 22 mars, le gouvernement a mis en ligne une brochure conseillant les Suédois sur la façon de bien se préparer à une crise. <ul style="list-style-type: none"> - En conséquence, les gens se sont rués vers les endroits où le type de nourriture proposé dans la brochure est vendu. Les tablettes pour ces produits ont été vidées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ceux qui organisent des événements rassemblant plus de 50 personnes seront passibles d'une amende ou de peine de prison pouvant aller jusqu'à six mois. • 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie d'immunité collective privilégiée par les Suédois : c'est-à-dire que 50 % de la population contracte le virus et guérissent. • Le gouvernement a décidé de suivre les recommandations de son agence sanitaire à la lettre, même si ailleurs dans le monde la crise s'accélère. • Les critiques montent en Suède concernant l'approche du gouvernement à l'égard de la Covid-19 - deux camps se forment : ceux qui affirment qu'il faut suivre les experts et ceux qui demandent de plus en plus fort dans les médias de fermer les écoles et les commerces. Faute de directives du gouvernement, des compagnies ont pris l'initiative de limiter les déplacements, de favoriser le télétravail. • Les professionnels de la santé suédois expriment de plus en plus leurs inquiétudes quant à la préférence du gouvernement pour la santé de l'économie par rapport à celle du public. <ul style="list-style-type: none"> - Une pétition signée par plus de 2000 médecins et scientifiques circule afin de presser le gouvernement de renforcer les restrictions. - Les gens se questionnent face aux politiques du pays et se demandent qui est dans le tort, la Suède ou les autres États ?
--	---	---	--	--

	La stratégie du gouvernement est que les citoyens s'autoresponsabilisent.			<ul style="list-style-type: none"> - Les habitants des communautés urbaines se sentiraient particulièrement vulnérables. • Il s'agit du pays ayant le taux d'équipement le plus faible d'Europe. • Depuis, le 6 avril on remarque que les capacités d'accueil en soins intensifs dans les hôpitaux de la capitale sont sur le point d'être saturées. • Les Suédois continuent de prendre le métro ou de se rendre dans les bars et les restaurants. • Le 6 avril, le gouvernement a présenté un projet de loi visant à renforcer temporairement ses pouvoirs afin de lutter contre l'épidémie, soulevant les critiques de l'opposition. • Certains experts croient que la stratégie du pays pourrait s'expliquer par le profil démographique du pays (50% des habitants demeurent seul) ainsi que la faible densité de population. • En date du 15 avril 2020, la moitié des maisons de retraite de Stockholm sont touchées par le virus et le tiers des communes du pays comptent des cas suspectés ou confirmés.
16. Danemark 7 242 cas	<ul style="list-style-type: none"> • Les mesures prises sont prolongées jusqu'au 13 avril 2020. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune information. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune information. 	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis le 16 mars, l'Allemagne a renforcé ses contrôles aux frontières du Danemark.

<p>346 décès</p> <p>Population 5,8 millions</p> <p>Monarchie constitutionnelle</p> <p>Reine : Margrethe II Premier ministre : Mette Frederiksen</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des lieux publics et des commerces non indispensables. • Restriction des visites dans les établissements de soins. • Suspension des activités associatives et religieuses. • Renvoi à domicile de tous les agents publics qui n'exercent pas de fonctions essentielles. • Les employeurs sont encouragés à autoriser leurs salariés à prendre des congés ou à exercer en télétravail dans les conditions prévues par leurs contrats de travail. • Le 6 avril le gouvernement a annoncé un retour progressif à la vie normale. • Ouverture des garderies, des écoles primaires le 15 avril. • Ouverture des collèges et lycées le 10 mai. • Maintien de l'interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes. • Maintien de la fermeture des bars, restaurants, salons de coiffures et de massages, centres commerciaux et discothèques. • Prolongement de la fermeture des frontières. • Les voyages à l'étranger sont déconseillés. • Interdiction de grands rassemblements jusqu'en août. 			<ul style="list-style-type: none"> • Les étudiants en médecine suivront une formation pour aider dans les hôpitaux. • Le 24 mars, la Chine a fait un don d'équipement médical. <ul style="list-style-type: none"> - Les stocks de masques de protection sont pratiquement vides au pays. • Le gouvernement prévoit la distribution de tests de détection aux citoyens afin qu'ils puissent déterminer eux-mêmes, à domicile, s'ils sont infectés. • L'utilisation des données de géolocalisation va jouer un rôle primordial afin de détecter une possible deuxième vague dans le pays. • La première ministre a déclaré le 16 avril qu'il devrait avoir une annonce prochaine d'un nouvel assouplissement des restrictions. • Fonctionnement des écoles depuis le retour en classe : <ul style="list-style-type: none"> - l'enseignement se fait dans les cours d'école; - les pupitres sont éloignés de deux mètres; - il faut se laver les mains toutes les deux heures; - au moindre symptôme, l'enfant sera renvoyé chez lui. • Le taux d'absentéisme à l'école est assez élevé, car les parents craignent que les enfants servent
---	--	--	--	---

				de cobaye pour un processus d'immunité collective.
<p>17. Australie</p> <p>6 565 cas 68 décès</p> <p>Population 24,99 millions</p> <p>Régime politique : monarchie constitutionnelle</p> <p>Chef d'État : Reine Élisabeth II, représentée par le gouverneur général, Sir Peter Cosgrove</p> <p>Chef du gouvernement : Scott Morrison, premier ministre</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Distanciation sociale (1,5 m), auto-isolément, mesures d'hygiène • Ligne d'information Coronavirus ouverte 24/24. • Les Australiens sont invités à ne pas voyager à l'extérieur du pays. Ceux déjà à l'extérieur sont invités à rentrer au pays le plus tôt possible et à se mettre en isolement pour 14 jours dès leur arrivée. • Frontières fermées aux voyageurs (sauf résidents et citoyens). • Mesures d'isolement non exigées aux voyages domestiques, sauf à partir du 20 mars pour les voyages en Tasmanie et à Norfolk Island. • Bateaux de croisière étrangers interdits. • Fermeture des zones où habitent les Aborigènes; • Fermeture de lieux publics intérieurs et extérieurs. • Les écoles demeurent ouvertes, les parents peuvent choisir de garder leurs enfants à la maison. • Des itinérants sont logés dans des hôtels pour leur permettre d'éviter d'être infectés par la Covid. • Rassemblements de plus de 2 personnes interdits. • Les gens sont invités à restreindre leurs déplacements et à éviter de 	<ul style="list-style-type: none"> • Homme inculpé pour <u>agression envers plusieurs employés et clients d'un supermarché.</u> • <u>Une autre bataille a eu lieu dans un supermarché pour du papier de toilette, le 7 mars.</u> • <u>Deux policiers en quarantaine</u> après un contact avec une personne atteinte du coronavirus impliquée dans un accident d'auto. • <u>Beaucoup de désinformation circule sur la pandémie à partir des réseaux sociaux.</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>État d'urgence décrété</u> le 16 mars dans la capitale australienne et les autres états et territoires l'envisagent. • <u>Augmentation de la présence policière</u> dans les magasins pour protéger les employés et les clients. • <u>Sanctions pour avoir enfreint la quarantaine de 14 jours variables selon les États et les territoires : 50 000\$ ou 6 mois de prison.</u> • Dans plusieurs États, <u>la police a cessé d'effectuer des tests respiratoires pour le dépistage d'alcool et des tests aléatoires de dépistage de drogues,</u> à grande échelle, afin de protéger les agents et le public contre la transmission du Coronavirus. • <u>Une équipe de 500 policiers contrôlent les personnes rentrées de l'étranger pour s'assurer qu'elles obéissent aux ordres d'isolement.</u> • Pour s'assurer du respect des lois, les Autorités peuvent imposer de lourdes amendes (jusqu'à 11 000\$ australiens) et des peines de prison (jusqu'à 6 mois), notamment pour les rassemblements de plus de deux personnes. Les lois varient un peu selon les États. • En Australie occidentale, les personnes qui ne se conforment pas aux ordres d'auto-isolément pourraient être équipées d'un dispositif de suivi électronique. • Queensland ferme ses frontières, interdisant aux non-résidents d'entrer à moins de 	<ul style="list-style-type: none"> • En janvier, l'Australie planifie de mettre les évacués de la Chine en quarantaine sur une île, ce qui crée une certaine controverse. • L'Australie est reconnue comme ayant un bon système de santé et des mesures bien établies relativement aux menaces virales, incluant dans les aéroports. • À la suite de fausses informations diffusées par un média australien voulant qu'il était recommandé de se protéger les doigts en utilisant des préservatifs (pour appuyer sur des boutons en ascenseur par exemple), les rayons de préservatifs ont été pris d'assaut dans tout le pays. • Le groupe le plus représenté dans les infections est celui des jeunes dans la vingtaine, car ils sont les plus susceptibles de voyager ou de faire la fête avec des gens de retour de voyage. • 2 vaccins sont testés en Australie sur des furets. • Récession attendue en Australie pour la première fois en près de 30 ans, ce qui affectera sa cote de crédit AAA. • Un bateau de croisière australien est toujours amarré au large de l'Uruguay (depuis le 27 mars), où

	<p>s'éloigner de leur ville de résidence (pour aller faire de l'exercice en nature par exemple).</p> <ul style="list-style-type: none"> • 40 000 docteurs, infirmières, sages-femmes et pharmaciens qui n'exercent plus, mais qui sont encore qualifiés sont invités à réintégrer le marché du travail. • Les critères pour tester sont élargis, ainsi toute personne qui fait 38 C ou qui a de légers symptômes pourra être testée. • Une application de « tracking » est à l'étude compte tenu des enjeux de confidentialité qu'elle soulève. Elle servirait à suivre les personnes infectées. • Le premier ministre demande la réouverture des écoles afin que les parents puissent retourner au travail. Des mesures pour diminuer les risques de contagion dans les écoles seront proposées. 		<p>détenir une exception, et ce à partir du 3 avril à 12h01.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La revente de biens essentiels (à plus de 120% du prix payé à l'achat) est interdite depuis le 31 mars. Les contrevenants vont devoir remettre ces biens à la police qui les remettra à la réserve médicale nationale ou les détruira s'ils sont défectueux. • La boîte noire d'un bateau de croisière a été récupérée dans le cadre d'une enquête sur le foyer de contagion le plus meurtrier du pays. • Des citoyens bloqués à l'étranger sont rapatriés au pays. • Les résidences secondaires vont être surveillées en Tasmanie pour limiter les déplacements des personnes. • Un homme est emprisonné pour un mois après avoir quitté plusieurs fois sa quarantaine dans un hôtel afin de rejoindre sa petite amie. 	<p>128 personnes ont été testées positives. Les autorités refusent de faire descendre les passagers.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Premiers signes de succès dans la guerre au coronavirus, les nouveaux cas ont diminué.
--	---	--	--	---

Source : Les données quant aux nombres de cas et de morts proviennent de la BBC et ont été mises à jour le 18 avril 2020 : <https://www.bbc.com/news/world-51235105>



PANDÉMIE DE LA COVID-19 ET SÉCURITÉ PUBLIQUE : VEILLE STRATÉGIQUE CONCERNANT LES PROVINCES ET LES TERRITOIRES

PRINCIPAUX ENJEUX ET MESURES RELATIVEMENT À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE RÉPERTORIÉS AU CANADA

Province	Principales mesures de santé publique établies	Enjeux de sécurité publique rencontrés	Mesures de sécurité publique mises en place	Commentaires
<p>1. Fédéral</p> <p>31 642 cas 1 354 décès</p> <p>Gouvernement libéral Premier ministre : Justin Trudeau</p>	<ul style="list-style-type: none"> Depuis le 25 mars à minuit, tous les voyageurs rentrant au pays ont l'obligation de s'isoler pendant une période de 14 jours conformément à la Loi sur la mise en quarantaine, cette obligation s'applique de façon rétroactive aux voyageurs entrés au pays les 14 derniers jours. Les coordonnées des personnes à risque sont prises à leur arrivée à l'aéroport ou à un poste frontalier. Des appels téléphoniques réguliers sont faits chez les gens qui rentrent au pays et qui ont des symptômes de la COVID-19. Pour les voyageurs asymptomatiques, les suivis seront aléatoires. Les vols internationaux sont limités quatre aéroports – ceux de Montréal, de Calgary, de Toronto et de Vancouver. 	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 100 plaintes concernant des fraudes liées à la COVID-19 rapportées par le Centre antifraude du Canada: vente de tests de dépistage privés et de faux traitements du virus notamment par messages textes, appels téléphoniques ou courriels. L'augmentation des achats en ligne contribue à l'augmentation des cyberfraude observée au pays. De faux messages textes indiquant le confinement complet de l'État circulent au pays, créant de la panique chez certains citoyens. Arrestation à Hemmingford, par la GRC, d'un individu en lien avec des menaces et incitation publique à la haine. Ses propos ciblaient le premier ministre Justin Trudeau, ainsi que la population en général. L'homme était particulièrement critique à l'égard de la gestion de la crise de la COVID-19 par le premier ministre Trudeau. Il a été accusé d'avoir proféré des menaces, d'incitation publique à la haine et d'incitation à craindre des activités terroristes. Le Centre national contre l'exploitation des enfants de la GRC lance un appel à 	<ul style="list-style-type: none"> Un individu reconnu coupable par mise en accusation conformément à la Loi sur la mise en quarantaine est passible d'une amende maximale d'un million de dollars et/ou un emprisonnement maximal de trois ans. La GRC et le Centre antifraude du Canada ont multiplié les messages visant à prémunir les Canadiens contre les divers stratagèmes frauduleux qui cherchent à tirer profit du sentiment normal d'anxiété suscité par l'éclosion de la COVID-19. La GRC limite le nombre de services offerts dans certains de ses détachements dans différentes provinces canadiennes. <ul style="list-style-type: none"> -Le service policier n'offrira plus de prises d'empreintes digitales, de vérifications du casier judiciaire et de vérifications de l'habilitation à travailler auprès de personnes vulnérables. - La GRC ne répondra plus aux demandes d'information en personne. Par contre, il sera toujours possible de signaler des crimes ou de déposer des plaintes directement au comptoir ou en composant le 9-1-1. - Le public est invité à appeler au détachement de leur quartier au lieu de s'y présenter en personne. 	<ul style="list-style-type: none"> L'application de la Loi sur la mise en quarantaine est susceptible de poser des enjeux pour les corps de police du Québec qui pourraient recevoir plusieurs dénonciations. La délation de citoyens de retour de voyage, symptomatiques ou refusant de se conformer aux mesures de santé publique par d'autres citoyens, notamment sur les médias sociaux, est susceptible de créer des tensions dans les communautés. Le gouvernement fédéral a présenté des scénarios le 9 avril sur l'évolution de la pandémie au Canada : Ottawa prévoit de 934 000 à 1 879 999 cas de COVID-19 et entre 11 000 et 22 000 morts au Canada d'ici la fin de la pandémie, selon les scénarios présentés. Les projections initiales du Canada prévoyant de 22 580 à 31 850 cas et entre 500 et 700 décès d'ici le 16 avril ont été dépassées. Les autorités de santé publique ont indiqué qu'avec les mesures les plus strictes, de 1 % à 10 % des Canadiens pourraient être infectés,

		<p>la prévention. Considérant que les enfants, confinés à la maison, sont plus nombreux sur le Web et plus isolés, ils peuvent être plus vulnérables face aux cyberprédateurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 8 Canadiens sur 10 (81%) disent que la pandémie et ses conséquences sur leur quotidien affectent leur santé mentale. Le tiers des Canadiens (32%) estime que la crise a des répercussions «négatives», «très négatives» ou «largement négatives» sur leur état psychique. Cela se traduit de manière générale par de l'anxiété. Sur une échelle de 1 à 100, l'Indice de santé mentale (ISM) des Canadiens est aujourd'hui à 63. Selon les données de la société de services en ressources humaines Morneau Shepell compilées à ce sujet depuis trois ans, il n'aurait jamais été aussi bas. • Selon un rapport américain diffusé au sein de la GRC, des extrémistes violents pourraient profiter de la crise actuelle pour perpétrer des attaques, notamment contre des hôpitaux et des épiceries. La GRC a indiqué recevoir quotidiennement plusieurs rapports en lien avec la situation créée par la pandémie • Le Programme canadien des armes à feu connaît actuellement, en raison des mesures prises pour empêcher la propagation de la COVID-19, une diminution significative de sa capacité à fournir des services. Le traitement des demandes de nouveaux permis d'armes à feu est suspendu jusqu'à nouvel ordre. La production de cartes de permis d'armes à 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans un communiqué, la GRC a indiqué prendre au sérieux toutes menaces pouvant affecter le sentiment de sécurité. Aucun propos violent n'est toléré, qu'il soit transmis sur les médias sociaux, ou à travers tout autre moyen de communication. Elle rappelle que les auteurs peuvent faire face à des accusations criminelles et sont passibles de peines sévères et appelle à la dénonciation. Le gouvernement fédéral a demandé l'aide de la GRC pour la coordination et l'application du décret pris le 25 mars 2020 en vertu de la Loi sur la mise en quarantaine selon lequel, à moins d'exemption spéciale, toute personne qui entre au Canada doit s'isoler ou se mettre en quarantaine (s'auto-isoler) pendant 14 jours, et vérifier, jusqu'à l'expiration de cette période, la présence de signes et de symptômes de la COVID-19. • Des agents de la paix vérifieront sur place que les personnes visées par le décret se conforment aux exigences d'isolement et de quarantaine (auto-isolement). En général, de telles vérifications ne viseront que les personnes qui, après des vérifications initiales menées par l'ASPC par téléphone, par texto ou par courriel, pourraient nécessiter une vérification en personne par la police. Le rôle de la GRC concernant la mise en application de ce décret fédéral se limite au non-respect du décret sur son territoire de compétence policière. • Les Rangers canadiens ont été déployés dans certaines provinces. 24 000 militaires canadiens sont actuellement mobilisés, en 	<p>et que la courbe de progression pourrait atteindre son sommet d'ici le début de l'été.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Depuis le 27 mars 2020, la GRC a confirmé l'existence, dans son effectif, de 8 nouveaux cas de résultat positif au test de COVID-19, pour un total de 14 cas dans l'ensemble du pays (Colombie-Britannique, Alberta, Ontario, Nouveau-Brunswick).
--	--	---	---	---

		<p>feu est suspendue jusqu'à nouvel ordre. La prestation du ou des cours sur le maniement sécuritaire des armes à feu risque d'être différée en raison des directives de distanciation physique entre personnes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selon les résultats d'une étude de Statistiques Canada qui avait pour objectif d'évaluer comment le coronavirus a des répercussions sur la santé, les comportements et les activités sociales des Canadiens : 10 % des femmes et 6 % des hommes ont indiqué ressentir «<i>beaucoup ou énormément d'inquiétude</i>» quant à la possibilité de violence familiale. 	<p>attente d'autres requêtes visant à soutenir les efforts de lutte contre la pandémie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Environ 125 membres des Forces armées canadiennes viendront prêter mains fortes au Québec dans les CHSLD. 	
<p>Ontario</p> <p>9 525 cas 523 décès</p> <p>Gouvernement conservateur Premier ministre : Doug Ford</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des écoles et des services de garde. • Suspension des activités de la Cour de justice, de la Cour supérieure, de la Cour des petites créances et de la Cour d'appel de l'Ontario, en plus du report des audiences sur des affaires relevant de la <i>Loi sur les infractions provinciales</i>. • Fermeture de tous les commerces et lieux de travail non essentiels. • Tous les rassemblements sont interdits. • Outil d'autoévaluation interactif disponible en ligne pour mieux reconnaître les symptômes reliés au virus. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Tentatives de fraude</u> via appels, courriels et textos en lien avec le virus (fraudeur se faisant passer pour un organisme gouvernemental ou de santé, offrant des services pour traiter le virus ou vendant des articles en forte demande en échange d'informations personnelles). • <u>Altercations entre citoyens</u> observées notamment dans les magasins et les épiceries. • <u>Non-respect des mesures de santé publique</u>. • <u>Hausse des escroqueries en ligne</u>. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Annonce d'amendes</u> (jusqu'à 100 000 \$ pour les particuliers, 500 000 \$ pour les entreprises) pour ceux ne respectant pas les mesures de santé publique. • À Brampton: un règlement interdit aux personnes de se trouver à moins de deux mètres sur une propriété publique à moins qu'ils ne soient de la même famille. La pénalité peut aller jusqu'à 100 000\$; • Ontario: ceux qui violent les ordonnances sur l'état d'urgence (fermeture des commerces non essentiels et groupes de plus de 5 personnes) peuvent être interpellés par la police et doivent alors s'identifier auprès de la police. En cas de non-respect, des amendes de 750 à 1000\$ pourront être infligées. • Devant les scénarios prédictifs, Doug Ford annonce qu'il y aura davantage de 	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des coûts d'électricité pour encourager le télétravail. • On dénote des éclosions dans plusieurs centres de personnes âgées. • Des chercheurs ontariens dans la course pour trouver un traitement ou un vaccin ont fait une percée (au niveau du séquençage du gène). • La scientifique en chef du Canada se dit inquiète de la situation en Ontario qui serait à un point critique. • L'Ontario a le plus bas taux de tests de dépistage au Canada par 100 000 habitants. • Comme au Québec, le lapin de Pâques a été ajouté à la liste des services essentiels. Toutefois, les autorités précisent qu'il devra se

	<ul style="list-style-type: none"> • Distanciation sociale: éviter tout déplacement non essentiel, travailler de la maison et rester à deux mètres des autres personnes. • Toute personne en contact avec un voyageur, qui a plus de 70 ans ou un système immunitaire affaibli doit s'auto-isoler pour 14 jours; • Toute personne qui se sent malade doit s'auto-isoler pendant 14 jours ou jusqu'à ce que les symptômes aient disparu depuis au moins 24 heures. • Les services de transport en commun sont réduits. • Les Mohawks de la Baie de Quinte ont déclaré l'état d'urgence. • Après avoir fermé les magasins de vente de cannabis, les entreprises sont maintenant autorisées à faire de la livraison et de la collecte en bord de rue. • Un portail a été mis en ligne pour jumeler les travailleurs de la santé avec les employeurs. • Redéploiement des ressources dans les centres de soins de longue durée. • État d'urgence prolongé jusqu'au 12 mai, les étudiants ne seront pas de retour en classe le 4 mai. • Augmentation des tests de dépistage dans les CHSLD. • Les événements sont annulés jusqu'en juillet. 		<p>contraventions pour imposer la distanciation sociale.</p>	<p>conformer à la réglementation et ne pas livrer de chocolat dans les parcs ou les terrains de jeux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs éclosions dans les CHSLD et hôpitaux de l'Ontario. • 40% des cas concernent des personnes de plus de 60 ans et la plupart des décès se retrouvent chez les gens de 65 ans et plus.
--	---	--	--	---

<p>Manitoba</p> <p>250 cas 5 décès</p> <p>Parti progressiste-conservateur Premier ministre : Brian Pallister</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Distanciation minimale de deux mètres. • Limite de 12 enfants dans les services de garde / garderies et priorité aux enfants de personnes travaillant dans le milieu de la santé. • La communauté autochtone de Nisichawayasihk a déclaré l'état d'urgence et oblige notamment ses citoyens à demeurer sur la réserve, sous peine d'amendes, d'éviction ou de bannissement. • Les gens qui travaillent dans les soins aigus et de longue durée devront prendre leur température au début de leur journée et répondre à des questions sur leurs symptômes. • Les obstacles pour l'embauche d'anciennes infirmières sont levés. • Les rassemblements sont maintenant limités à 10 personnes maximum. • Les tests de dépistage sont maintenant élargis aux infirmières symptomatiques, aux détenus et aux sans-abris. • Les personnes avec des symptômes ne peuvent plus voyager par avion ou train à l'intérieur de la province. • Les écoles sont fermées pour le restant de l'année scolaire (de la maternelle à la 12e année). 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Isolement</u> de personnes vulnérables (mobilité réduite, personnes âgées, etc.). • Des jeunes continuent de se regrouper un peu partout dans la province pour jouer au basket, au foot, etc. • Plusieurs cas d'intimidation ont été notés à travers la province, envers des personnes atteintes de la Covid-19. • La première personne infectée a dû contacter la GRC après avoir été sérieusement intimidée en ligne. • Les autorités disent craindre les rassemblements de Pâques. • Un sondage révèle la présence de racisme antiasiatique envers les travailleurs de la santé de la province, dans une proportion de 20% vs 1% pour les travailleurs non asiatique. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Portail en ligne pour demander de l'aide ou offrir ses services d'aide</u> à des voisins (ex : faire des courses pour une personne à mobilité réduite, faire des « safety checks » quotidiennement, etc.). • <u>Amendes</u> pour ceux ne respectant pas la limite de 50 personnes (jusqu'à 50 000 \$ pour les particuliers et 500 000 \$ pour les entreprises). Aucune amende n'a été donnée jusqu'à maintenant. • Les personnes nouvellement admises dans les services correctionnels pour enfants et adultes seront isolées pour 2 semaines, les visites sont suspendues, de même que les programmes et activités de groupe. Ils ont toutefois droit à plus d'appels gratuits pour garder contact avec leur réseau de soutien. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il n'y aurait au Manitoba aucun cas de transmission communautaire pour le moment. • Le 1er avril, on voit les premiers signes de contamination communautaire avec 4 professionnels de la santé infectés. • Les hausses de loyer sont gelées et les évictions non urgentes sont retardées. • Appel lancé pour la création de 8 hôpitaux temporaires. • Demande de dons de matériel de protection aux entreprises et manufacturiers. • Une entreprise de Winnipeg s'est lancée dans la fabrication de matériel de protection pour les sans-abris, • Premier centre d'isolement ouvert à Winnipeg, principalement pour accueillir des sans-abri. • Début de la transmission communautaire au Manitoba. • Il y a 77% moins de cas confirmés et 5% plus de tests par habitant au Manitoba que la moyenne nationale. • Le premier ministre a dit aux syndicats de la fonction publique que pour éviter les licenciements, il faudra réduire la semaine de travail des employés non essentiels.
---	---	--	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Porter un masque non médical peut aider à protéger les autres selon le médecin en chef du Manitoba. Les hôpitaux commencent à stériliser et réutiliser les masques N95 pour éviter une éventuelle pénurie. • Les livraisons de nourriture dans les établissements de santé doivent désormais être emballées individuellement dans du plastique afin de pouvoir être désinfectées. • Prolongation des ordonnances de santé publique jusqu'au 28 avril. • Les commerces de détail, épiceries, centres commerciaux, pharmacies et stations-service peuvent rester ouverts si elles assurent une distanciation sociale de 2 mètres. Même chose pour le transport en commun. 			
<p>Saskatchewan</p> <p>Nombre de cas : 305 4 décès</p> <p>Parti Saskatchewanais Premier ministre : Scott Moe</p>	<ul style="list-style-type: none"> • État d'urgence décrété le 18 mars. • Mesures d'isolement obligatoires en Saskatchewan : <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les personnes qui ont été identifiées par un médecin comme étant à risque d'avoir contracté la COVID-19 doivent s'isoler pendant 14 jours; - Toutes les personnes qui présentent des symptômes de la COVID-19 doivent s'isoler et appeler la ligne téléphonique Info-Santé; 	<ul style="list-style-type: none"> • Le <u>centre correctionnel provincial de Saskatoon</u> est soumis <u>au protocole de prévention</u> après qu'un détenu ait affirmé avoir été en contact avec une personne atteinte de la COVID-19. • Les corps de police municipaux de la province ne remarquent pas de changement dans les statistiques liées au crime, malgré les consignes d'isolement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les forces policières peuvent donner une <u>amende de 2000 \$</u> ou <u>arrêter</u> les citoyens qui ne respectent pas les consignes d'isolement. • Les gens contactant la GRC doivent s'attendre à se faire poser des questions concernant le virus. • Dans la semaine du 30 mars, la province a mis en place une ligne téléphonique pour que les citoyens puissent rapporter les cas de personnes désobéissant aux mesures sanitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des centres communautaires, des patinoires et des gymnases seront prêts à recevoir des patients prochainement si le nombre de cas devient trop important. • Outil en ligne d'évaluation pour déterminer si une personne doit subir un test. • Le gouvernement provincial a annulé le 23 mars l'état d'urgence local décrété par les villes de Regina et de Gravelbourg. <ul style="list-style-type: none"> - En cas de divergence entre des mesures provinciales et municipales,

	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les personnes qui habitent dans le même logement qu'une personne infectée doivent s'isoler et appeler la ligne téléphonique Info-Santé. • Fermeture des établissements scolaires. • Rassemblements de plus de 10 personnes interdits. • Bars, restaurants, discothèques, cafés et tout autre établissement semblable doivent fermer. Seule la livraison de produits alimentaires est autorisée. • Soins de santé accessibles, seulement pour les urgences. • Garderies limitées à huit enfants, à moins qu'elles puissent s'assurer que huit enfants au maximum soient dans la même pièce. Celles partageant des installations avec une maison de soins de longue durée ne doivent partager aucun espace commun. • Le 26 mars, le gouvernement a publié une liste des services publics et entreprises qui sont autorisés à fonctionner. 			<p>celles de la province doivent être respectées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le maire de Regina est convaincu que le gouvernement doit prendre des mesures plus restrictives et le plus rapidement possibles. • À la suite de cas de propagation communautaire, le gouvernement a annoncé le 26 mars qu'il testerait toutes les personnes présentant des symptômes de la COVID-19. • L'opposition officielle demande des mesures plus restrictives : <ul style="list-style-type: none"> - limiter les rassemblements à cinq personnes; - plus grande transparence de la part du gouvernement; - procéder à la fermeture de tous les services non essentiels; - augmenter le nombre de tests et cibler les personnes présentant des symptômes. • Au cours de la semaine du 19 avril 2020, le gouvernement souhaite présenter son plan de reprise graduelle des activités économiques. • Sur le plan de la santé publique, il est possible que les écoles demeurent fermées et certaines mesures demeureraient à long terme.
<p>Alberta</p> <p>2 158 cas 50 décès</p>	<ul style="list-style-type: none"> • État d'urgence sanitaire. • Interdiction de fréquenter les installations publiques et privées de loisir et de divertissement. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>La sécurité des détenus dans les prisons soulève des inquiétudes</u>, car ils n'ont pas l'essentiel pour respecter les mesures d'hygiène et d'isolement social en temps de pandémie. Une association de 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Visite du public dans les prisons fédérales suspendues</u>. • Les personnes et entreprises qui ne respectent pas les ordonnances de la loi sont passibles d'<u>amendes</u> pouvant aller jusqu'à 	<ul style="list-style-type: none"> • Le taux de dépistage en Alberta serait le 2e après l'Australie. • La plus jeune victime au Canada est une Albertaine dans la vingtaine.

<p>Parti conservateur uni Premier ministre : Jason Kenney</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des écoles, universités et garderies. Tous les élèves passeront automatiquement au niveau suivant l'an prochain. • Un service de texto <i>text4hope</i> est offert à 4\$/mois pour du soutien en santé mentale (pensée saine et gestion des humeurs et des émotions). • Les gens sont invités à respecter les mesures de distanciation sociale, ceux qui présentent des symptômes, même légers, doivent rester à la maison. • Certains services d'autobus sont suspendus. • Fermeture des terrains de jeux et skatepark de Calgary. • Rassemblements désormais limités à 15 personnes. • Tous les commerces non essentiels sont fermés. • Élargissement de l'accès aux tests de dépistage pour toutes les personnes qui présentent des symptômes. • Le port du masque non médical est recommandé lorsqu'il est difficile de respecter la distanciation sociale (ex. à l'épicerie), avec des mises en garde. • Les patients à l'hôpital ne sont plus autorisés à recevoir de visiteurs, sauf exception. • Tous les événements publics sont annulés jusqu'au 30 juin. 	<p>défense des droits des détenus demande aux autorités d'envisager un accès accru aux installations sanitaires, aux dépistages et aux soins ainsi que des remises en liberté temporaires pour les aînés et détenus immunosupprimés qui présentent de faibles risques de récidives.</p> <ul style="list-style-type: none"> • On dénote des <u>fraudes par téléphone et en ligne</u> liées au coronavirus. • Un homme a été accusé d'agression après une altercation dans un autobus avec un autre passager, car il toussait sans se couvrir la bouche. L'homme a ensuite toussé volontairement sur le chauffeur et les agents de la paix lors de leur intervention. On note une hausse des comportements agressifs de la part de la population vulnérable dans les transports en commun. Des boucliers de sécurité sont en place pour protéger les chauffeurs, afin d'assurer un minimum de protection. 	<p><u>1 000\$ pour une première offense et à 100 000\$ pour une récidive.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les <u>inspecteurs de santé publique surveillent les groupes, les restaurants, etc.</u> • Les <u>détenus à faible risque et non-violents sont examinés pour déterminer leur aptitude à bénéficier d'une remise en liberté temporaire et leur risque pour la sécurité publique.</u> Cette politique ne s'applique pas aux détentions provisoires. Quant aux délinquants purgeant une peine de fin de semaine, ils pourraient faire leur détention à domicile. • <u>Pour protéger les agents de première ligne, les opérateurs du 911 et des lignes de plaintes doivent poser 3 questions liées à la Covid-19. Les gens doivent appeler avant de se présenter au poste de police.</u> • Les policiers portent un <u>équipement de protection individuelle, utilisent du désinfectant à mains et nettoient plus régulièrement le matériel des équipes.</u> • La GRC de l'Alberta <u>restreint l'accès aux espaces publics dans ses installations.</u> • La GRC a créé de <u>nouvelles unités pour patrouiller les zones industrielles et commerciales afin d'éviter les cambriolages.</u> Il est conseillé aux propriétaires de commerces et d'entreprises de faire appel à des entreprises de surveillance et de jeter un œil sur leurs locaux et ceux de leurs voisins. • Les autorités ont procédé à la fermeture d'un gym d'Edmonton qui était resté ouvert malgré l'interdiction. 	<ul style="list-style-type: none"> • La saison des feux de forêt va coïncider avec le pic des infections à la Covid-19. Les feux sont interdits sur 60% du territoire albertain. • 60% des décès ont eu lieu dans les centres de soins de longue durée. • La très grande majorité des cas se trouvent à Calgary et Edmonton. • L'Université de Calgary va débiter un essai clinique avec l'hydroxychloroquine.
---	---	---	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Les services de garde pour les travailleurs essentiels sont étendus aux familles de militaires. 			
<p>Colombie-Britannique</p> <p>1 575 cas 77 morts</p> <p>Gouvernement minoritaire de coalition formé du Nouveau parti démocratique (NPD) et du Parti vert</p> <p>Premier ministre : John Horgan (NPD)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'état d'urgence est prolongé jusqu'au 28 avril. • Bien que les mesures de santé publique prises en Colombie-Britannique ont un caractère obligatoire, il semble y avoir confusion dans les directives. Les citoyens sont encouragés à se déplacer qu'en cas de nécessité, mais les centres commerciaux demeurent ouverts (avec des heures réduites) et, en date du 22 mars, de larges rassemblements étaient toujours observés dans les endroits publics. • Fermeture des commerces de soins personnels. • Restaurants ouverts uniquement pour des commandes pour emporter ou pour livraison. • Plusieurs parcs provinciaux demeurent ouverts sous certaines conditions. • Les résidences de soins à long terme pour personnes âgées sont interdites d'accès, sauf pour des visites jugées essentielles. • Accès aux transports en commun par la porte arrière, • Fermeture des établissements scolaires, mais les établissements d'enseignement supérieur doivent 	<ul style="list-style-type: none"> • En date du 22 mars, les espaces publics faisaient encore l'objet d'un <u>grand achalandage</u>. -Néanmoins, la province ne semble pas encore estimer ces situations comme un enjeu de sécurité publique. • Il est estimé que <u>10 000 personnes</u> dans le Downtown Eastside, quartier de Vancouver particulièrement défavorisé, ne sont <u>pas en mesure de respecter les directives de distanciation sociale dû à des problèmes d'itinérance, de santé mentale, de consommation de drogues et de façon générale, de conditions de vie extrêmement précaires</u> : <ul style="list-style-type: none"> - les <u>activités illicites dans les rues du Downtown Eastside n'ont pas connu de baisse</u> depuis l'écllosion du COVID-19 et de la mise en place des mesures de prévention de la propagation du virus; - des rassemblements importants ont été observés dans les rues du quartier; - aucun cas de COVID-19 n'a été signalé dans le Downtown Eastside. • Une hausse des décès par surdose a été observée dans la province; <ul style="list-style-type: none"> - Bien qu'elle n'ait pas été directement associée à la COVID-19, la province traite l'urgence actuelle liée à la pandémie en étroite relation avec l'urgence de santé publique décrétée depuis avril 2016 concernant la crise des 	<ul style="list-style-type: none"> • Le ministre de la Santé, M. Adrian Dix, a mentionné que les mesures de distanciation sociale <u>feront l'objet de contrôles. Ceux-ci ne sont pas spécifiés.</u> • La province a adopté de nouvelles orientations cliniques temporaires en matière d'accès sécuritaire aux drogues afin de limiter les risques de surdose : <ul style="list-style-type: none"> - Il est évalué que les mesures pour diminuer la propagation de la COVID-19 ont un impact sur la disponibilité des drogues sur le marché noir et que le risque d'une plus grande toxicité de celles-ci est élevé; - Ces orientations cliniques ont donc pour objectif de faciliter l'accès sécuritaire aux drogues aux personnes dépendantes et en situation de grande vulnérabilité. • La province a libéré 95 personnes incarcérées du 1er mars au 2 avril afin de limiter la propagation du virus dans les établissements carcéraux. <p>Vancouver</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le conseil municipal de Vancouver a voté un règlement le 23 mars 2020 : <ul style="list-style-type: none"> - permettant aux agents municipaux de donner des <u>amendes et de poursuivre si nécessaire les contrevenants aux mesures de santé publique;</u> - les amendes peuvent aller jusqu'à <u>1 000 \$ pour un individu et jusqu'à 50 000 \$ pour une entreprise;</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • L'écllosion de la COVID-19 au Vancouver's Lynn Valley Care Centre, un centre de soin pour personnes âgées, est responsable de dix des treize morts répertoriés en Colombie-Britannique. (Cette information n'a pas pu être mise à jour en date du 2 avril). • Les trois autres décès sont aussi survenus dans des résidences de soins pour personnes âgées. • Au total, 21 résidences de soins de longue durée de la Colombie-Britannique ont rapporté des cas de COVID-19.

	<p>maintenir leurs cours par l'enseignement à distance.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fermeture de tous les établissements licenciés. • Rassemblements de 50 personnes et plus interdits (en date du 16 mars. Le décret de la santé publique à cet effet ne semble pas avoir été modifié depuis). <p>Mesures municipales - Vancouver :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parcs pour enfants et espaces publics de grands achalandages fermés. 	<p>opioïdes et la forte augmentation des décès par surdose.</p>	<p>- le directeur général de la ville a néanmoins indiqué que les mesures d'éducation sont toujours privilégiées par rapport à une approche plus coercitive.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un "task force" a été formé par les différents services publics de Vancouver afin de mettre en place un <u>plan d'action concerté pour le Downtown Eastside</u> : <ul style="list-style-type: none"> - améliorer la communication avec les résidents du quartier; - assurer des endroits d'isolement pour les personnes en situation d'itinérance; - combler les besoins de base des résidents; - assurer la concertation de l'action communautaire sur le terrain. 	
<p>Terre-Neuve-et-Labrador</p> <p>256 cas 3 décès</p> <p>Parti libéral Premier ministre : Dwight Ball</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'État d'urgence sanitaire déclaré le 18 mars a été prolongé à nouveau jusqu'au 30 avril. • Préoccupations concernant les stocks d'équipement de protection pour le personnel médical. • Écoles et garderies fermées. • Fermeture des commerces de détail jugés non essentiels. Les entreprises autres que les commerces de détail non essentiels peuvent demeurer ouvertes si la distanciation est possible. • Tous ceux qui ont voyagé dans une autre province doivent s'isoler 14 jours. • Visites dans les foyers de soins interdites. • Distanciation sociale et le télétravail. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune information. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une personne trouvée en violation des ordonnances de santé publique concernant le confinement pourrait encourir une <u>amende de 500 \$ à 2500 \$ ou une peine 6 mois de prison</u>. Une société trouvée en violation de ces ordonnances pourrait encourir une amende de <u>5 000 \$ à 50 000 \$</u>. • <u>Mise en ligne d'un formulaire permettant de dénoncer une situation où des individus ou une entreprise mettraient le public en danger en ne respectant pas les consignes de santé publique pour freiner la pandémie.</u> • Mise en place d'une unité d'enquête et d'application des mesures liées à la COVID-19, composée d'enquêteurs, d'un analyste et d'un superviseur. Les enquêteurs pourraient par exemple collecter des vidéos, interroger des témoins ou faire des visites surprises de conformité au domicile des personnes qui doivent être en isolement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aide financière annoncée de 120 millions de dollars pour venir en aide aux organismes communautaires de la province. • Avant de visiter une clinique, les citoyens des provinces maritimes doivent composer le 811, la ligne téléphonique de santé de chaque province. Pour les urgences médicales, on doit toujours composer le 911. • Déploiement sur leur site Internet des outils en ligne d'auto-évaluation de ses symptômes, qu'il est recommandé d'utiliser avant d'appeler le 811, afin de ne pas surcharger la ligne téléphonique. Le 8 avril le gouvernement a diffusé ses scénarios de projections. Puisqu'il dispose de peu de données épidémiologiques à ce stade les

	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des salles à manger de tous les restaurants. Ces derniers peuvent toutefois offrir des repas à emporter; • Toute personne entrant à Terre-Neuve-et-Labrador doit signer une déclaration détaillant la présence de symptômes et se mettre en quarantaine pendant 14 jours dans les établissements de contrôle désignés. • Rassemblements limités à 5 personnes. Ces rassemblements doivent être évités si on ne peut garder une distance minimale d'un mètre. • Limite des visites dans les hôpitaux. • Élargissement des critères de test : toute personne présentant deux symptômes de grippe ou de rhume peut être testée. • Chirurgies non urgentes reportées. • Service de traversier entre Saint-Pierre-et-Miquelon et Terre-Neuve suspendu pour une durée indéterminée. 			<p>scénarios sont très hypothétiques. On retient toutefois que le nombre d'unités de soins intensifs sera vraisemblablement insuffisant d'ici la fin juin si la progression se poursuit au rythme actuel.</p>
<p>Nouveau-Brunswick</p> <p>117 cas Aucun décès</p> <p>Parti progressiste-conservateur</p>	<ul style="list-style-type: none"> • État d'urgence proclamé le 19 mars et amendé le 25 mars pour préciser les mesures imposées. Prolongation jusqu'au 30 avril. • Le faible nombre de nouveaux cas par jour se poursuit. • Modification aux critères de test : ceux-ci ne sont plus réservés aux 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>L'achalandage des banques alimentaires au a déjà bondit de 10 % à 50 %.</u> Les responsables s'attendent à voir de plus en plus de gens franchir les portes des banques alimentaires alors qu'ils attendent leur premier chèque d'assurance-emploi. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les citoyens et les entreprises sont tenus de respecter l'isolement et la distanciation sociale en vertu de la loi, sans quoi ils s'exposent à des <u>sanctions</u>. • Plusieurs corps de police locaux et la GRC ont commencé à donner des constats d'infraction, mais ne diffusent pas de chiffres. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Assemblée législative a siégé le 17 avril pour la première fois en un mois.

<p>Premier ministre: Blaine Higgs</p>	<p>voyageurs, mais à toute personne présentant des symptômes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un centre de test «à l'auto » à Moncton. • Le Premier ministre annonce que certaines restrictions pourraient être levées à partir du 1^{er} mai si le nombre de nouveaux cas demeure faible. • Écoles et garderies fermées. • Visites dans les foyers de soins interdites. • Espaces publics surveillés par gardiens de sécurité. • Majorité des commerces jugés non essentiels fermés. • Réouverture des centres de jardinage et des détaillants de produits agricoles. • Tous ceux qui reviennent d'une autre province doivent s'isoler 14 jours. • Distanciation sociale et le télétravail. • Adoption d'une loi pour reporter les élections municipales qui devaient avoir lieu le 11 mai. • Libération des lits d'hôpitaux occupés par des personnes âgées et interdit l'accès aux visiteurs. • Procès avec jury suspendus jusqu'au 12 mai. • Le Réseau de santé Vitalité a interdit les visites aux patients dans les hôpitaux. Les unités de 		<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une <u>ligne téléphonique et d'une adresse courriel permettant de rapporter aux autorités de santé publique les cas où des individus ou des entreprises ne respecteraient pas les directives d'éloignement social, ou les périodes d'isolement de 14 jours.</u> • Le gouvernement provincial indique que les policiers auront l'autorité de <u>refuser l'entrée du Nouveau-Brunswick aux voyageurs.</u> Les personnes qui arriveront aux postes frontaliers du Nouveau-Brunswick à partir du Québec, de la Nouvelle-Écosse ou de l'Île-du-Prince-Édouard devront montrer aux policiers une pièce d'identité. <u>Leurs coordonnées et leur destination prévue seront exigées par les policiers et documentées par les autorités, à des fins de suivi.</u> Des <u>exemptions</u> sont toutefois prévues pour les travailleurs essentiels. • Le refus d'obéir à l'ordonnance d'urgence entraîne des <u>amendes allant de 292 \$ à 10 200 \$.</u> • <u>Le Nouveau-Brunswick a resserré ses critères d'entrée aux postes frontaliers le 31 mars. L'accès est désormais limité aux travailleurs essentiels et aux urgences médicales. Ces mesures ont été appliquées par les forces de l'ordre sans aucun communiqué de la part de la province. Une situation qui inquiète en Gaspésie alors que des citoyens fréquentant le Nouveau-Brunswick notamment pour des services de santé n'y auront plus accès.</u> 	
---	---	--	---	--

	<p>soins palliatifs, d'obstétrique et de pédiatrie pourront toutefois accueillir des membres de la famille immédiate.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installation de postes de contrôle aux frontières avec le Québec et les deux autres provinces maritimes. 			
<p>Nouvelle-Écosse</p> <p>606 cas 4 décès</p> <p>Parti libéral de la Nouvelle-Écosse Premier ministre : Stephen McNeil</p>	<ul style="list-style-type: none"> • État d'urgence déclaré le 22 mars jusqu'au 19 avril. • La hausse marquée de nouveaux cas se poursuit; plaidoyer sévère de la part du premier ministre concernant les gens qui ne respectent toujours pas les consignes. • Modification aux critères de test : ceux-ci ne sont plus réservés aux voyageurs, mais à toute personne présentant des symptômes. • Le laboratoire chargé de l'analyse des tests est mis en mode 24h / 24h. • Renforcement des directives applicables aux centres de soins pour personnes âgées : le personnel et les résidents seront évalués chaque jour par la prise de température. • Les autorités ont annoncé qu'elles rendraient publiques quotidiennement les données relatives aux infections dans les CHSLD et les résidences de personnes âgées. 	<ul style="list-style-type: none"> • De nombreux résidents <u>ne respectaient pas les directives d'isolement et de distanciation physique.</u> • Une dizaine d'incidents où des individus se disant atteints de la COVID-19 ont menacé des policiers de tousser sur eux ont été répertoriés dans des lieux différents. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les policiers seront autorisés à exécuter les ordonnances émises en vertu de la loi sur la protection de la santé. • Si les gens et les entreprises de la Nouvelle-Écosse n'adoptent pas les mesures imposées en matière d'éloignement social et d'auto-isolement, ils seront passibles <u>d'amendes de 1 000 \$ pour les particuliers et de 7 500 \$ pour les entreprises.</u> • <u>De telles amendes ont été imposées pour la première fois le 1^{er} avril à quatre personnes. La GRC rendra public le bilan des amendes deux fois par semaine.</u> • <u>Plusieurs amendes</u> peuvent être imposées chaque jour si les ordonnances ne sont pas respectées. • Les policiers peuvent également imposer <u>des amendes pour des infractions à la loi sur la gestion des urgences</u>, par exemple aux entreprises qui établissent des prix supérieurs à la juste valeur du marché pour des biens et des services. • Installation <u>de points de contrôle à la frontière. Plus précisément, toute personne arrivant en Nouvelle-Écosse, même par la route, sera contrôlée au moment d'entrer dans la province et devra s'isoler pour 14 jours.</u> Par 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant de visiter une clinique, les citoyens des provinces maritimes doivent composer le 811, qui est la ligne téléphonique de santé de chaque province. Pour les urgences médicales, on doit toujours composer le 911. • Déploiement sur leur site Internet des outils en ligne d'auto-évaluation de ses symptômes, qu'il est recommandé d'utiliser avant d'appeler le 811, afin de ne pas surcharger la ligne téléphonique. • Les tribunaux siègent pour les cas urgents ou essentiels seulement. • Les autorités de santé publique ont rendu publiques des projections : selon lesquelles le nombre de cas dans la province pourrait atteindre entre 1,453 et 6,269 au 30 juin dépendamment du degré de respect des mesures sanitaires par les citoyens.

	<ul style="list-style-type: none"> • Prise de mesures pour loger les personnes en situation d'itinérance dans des hôtels. • Fermeture des écoles et garderies au moins jusqu'au 1^{er} mai, mais réouverture de garderies pour les enfants du personnel de la santé à partir du 2 avril. • Tous ceux qui ont voyagé dans une autre province doivent s'isoler 14 jours. • Visites dans les foyers de soins interdites. • Majorité des commerces jugés non essentiels fermés. • Distanciation sociale et le télétravail. • Rassemblements publics limités à 5 personnes depuis le 22 mars. • Suspension des soins de santé non urgents. • Seuls les restaurants qui offrent un service au volant ou à emporter peuvent rester ouverts. • Visites dans les pénitenciers provinciaux sont suspendues incluant pour les organisations pour une durée indéterminée. • Aucun locataire ne pourra être expulsé parce que son revenu a été affecté par la COVID-19, pour les trois prochains mois. • Les parcs, plages et attractions touristiques sont fermés. Les sentiers publics demeurent ouverts. 		<p>exemple, un point de contrôle se trouve au poste de péage d'Amherst. Tous les automobilistes qui entrent dans la province doivent s'y arrêter. Les agents au poste de contrôle routier ne vérifient pas la température corporelle des automobilistes, mais ils leur remettent des feuillets afin de les informer des consignes et des mesures de prévention.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Feux extérieurs interdits jusqu'au 15 mai. • La police fédérale demande à tous les citoyens de protéger leur collectivité en signalant les crimes et les activités suspectes à la police et en respectant les consignes établies par le gouvernement pour réduire la propagation de la COVID-19. 	
--	--	--	---	--

<p>Île du Prince-Édouard</p> <p>26 cas Aucun décès</p> <p>Parti progressiste conservateur Premier ministre: Dennis King</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'État d'urgence sanitaire a été prolongé jusqu'à la mi-mai et un état d'urgence général a été décrété jusqu'au 30 avril, afin d'octroyer davantage de ressources à certaines questions clés, notamment le contrôle des points d'entrée sur l'île. • Tous les commerces et entreprises non essentielles fermées jusqu'au 12 mai. • Écoles et garderies fermées. • Visites dans les foyers de soins interdites. • Majorité des commerces jugés non essentiels fermés. • Tous ceux qui reviennent d'une autre province doivent s'isoler pour 14 jours. • Distanciation sociale et le télétravail. • Sauf quelques exceptions, les détaillants d'alcool et de cannabis opérés par la province fermés. • 1er avril : rehaussement des mesures de contrôle à l'entrée du pont de la Confédération : seuls les travailleurs essentiels, les étudiants de retour chez eux ou les résidents revenant à la maison suite à des traitements médicaux pourront passer. • Deux points de contrôles: un opéré par les forces de l'ordre, l'autre par la santé publique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune information. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les Insulaires qui ne respectent pas les directives d'isolement sont désormais passibles <u>d'une amende de 1000\$ pour une première offense, 2000 \$ pour une deuxième offense, et 10 000 \$ pour toute offense subséquente.</u> • Une telle amende a été imposée pour la 1^{ère} fois à un citoyen le 31 mars. • Installation de <u>points de contrôle aux entrées de la province</u>, au pont de la Confédération, au débarcadère du traversier vers les îles de la Madeleine et à l'aéroport de Charlottetown. <p>Réduction à environ 10% de l'achalandage habituel sur le pont de la Confédération, sauf pour les camions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les résidents qui souhaitent revenir sur l'île doivent contacter la sécurité publique avant de se présenter à un point d'entrée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Première province atlantique qui a décrété l'état d'urgence sanitaire, une mesure qui accorde des pouvoirs supplémentaires au médecin-hygiéniste en chef. • Avant de visiter une clinique, les citoyens des provinces maritimes doivent composer le 811, qui est la ligne téléphonique de santé de chaque province. Pour les urgences médicales, on doit toujours composer le 911. • Déploiement sur leur site Internet des outils en ligne d'auto-évaluation de ses symptômes, qu'il est recommandé d'utiliser avant d'appeler le 811, afin de ne pas surcharger la ligne téléphonique. • Selon les scénarios rendus publics par les autorités de santé, le nombre de décès dans la province pourrait se situer entre 9 et 900 morts selon la rigidité et le respect des mesures de contrôle prises.
--	--	---	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Points de contrôle à l'aéroport et au terminal du traversier à Souris. 			
<p>Nunavut</p> <p>Nombre de cas : 0 Nombre de décès : 0</p> <p>Gouvernement en place : Joe Savikataaq</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Coral Harbour et Cambridge Bay fermeront leurs portes aux visiteurs. • Fermeture des écoles et des garderies. Le 7 avril, le gouvernement a annoncé le retour en classe pour le 21 avril. • État d'urgence décrété le 18 mars. • Isolement pendant 14 jours pour toute personne arrivant au Nunavut. • Fermeture des bars et les restaurants doivent faire uniquement des plats à emporter. • Églises ouvertes seulement pour des funérailles, de préférence à l'extérieur. • Depuis le 24 mars, seuls les résidents du Nunavut et les travailleurs essentiels seront autorisés à entrer dans le territoire. Un processus très strict pour entrer sur le territoire a été mis en place. Il s'agit du plus restrictif au pays. • Depuis le 31 mars, les personnes qui présentent des symptômes et attendent les résultats d'un test doivent s'auto-isoler pendant 14 jours. • Depuis le 3 avril, toute personne présentant des symptômes est testée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les 18 et 19 mars, des résidents de Rankin Inlet ont <u>bloqué l'accès à une route menant à une mine.</u> • <u>La relation entre les Nunavummiuts et la GRC est depuis longtemps tendue.</u> <ul style="list-style-type: none"> - La population a beaucoup de <u>difficulté à accepter la présence de la GRC sur le territoire ainsi que le modèle de justice du sud.</u> • Les <u>conséquences de la crise sur la pauvreté et les capacités de s'approvisionner en produits de base</u> sont des facteurs de risque à considérer. • Le système de justice du Nunavut interdit aux personnes en liberté sous caution ou en probation de retourner dans leur communauté d'origine. <ul style="list-style-type: none"> - Trois hommes de Sanikiluaq disent avoir été contraints à l'itinérance après avoir été libérés sous caution du Centre correctionnel de Baffin. • Certaines personnes dénoncent les conditions de confinement auxquelles elles doivent se soumettre pour pouvoir entrer dans le territoire (en lien avec la mesure prise le 31 mars). C'est notamment le cas d'une dizaine d'habitants du Nunavut placés en quarantaine à Winnipeg dans des conditions jugées difficiles. • On redoute des débordements à la suite de la fermeture du magasin de bière et de vin d'Iqaluit notamment l'apparition de 	<ul style="list-style-type: none"> • Par mesure de sécurité, ceux qui <u>communiquent avec la GRC</u>, pour de l'assistance policière devront <u>répondre à certaines questions concernant le virus.</u> • Le non-respect de la consigne d'auto-isolément du 31 mars pourra entraîner une peine d'emprisonnement de six mois ou une amende de maximale de 50 000 \$. • Selon les consignes du 31 mars, la GRC aura notamment l'autorité de pénétrer dans des logements sans mandat d'arrêt avec autorisation de l'occupant et dans des cas où la santé publique est mise à risque. • Les agents de la GRC disposeront d'équipements de protection individuelle. • Depuis le 17 mars, les bureaux de détachements de la GRC du Nunavut sont limités aux personnes qui viennent porter plainte. Tous les services administratifs sont suspendus. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Ressources et infrastructures déficientes dans certaines communautés</u> (pénurie de logements, surpopulation, inégalités sociales et économiques), les plaçant particulièrement à risque face au virus. • Certaines communautés manquent d'accès à l'eau potable et ont un accès limité à des services de santé, les Inuits sont souvent obligés de quitter la communauté pour obtenir des soins de santé. • Lorsque possible un professionnel de la santé va se déplacer chez la personne pour faire le test de dépistage. • Tous les tests sont analysés dans un laboratoire de Winnipeg. • Si une personne était testée positive, tous les services non essentiels du Nunavut seraient fermés. • Plusieurs communautés sont aux prises avec une pénurie d'infirmières. • L'Association des municipalités du Nunavut demande d'interdire tous les déplacements non essentiels entre les collectivités du territoire. • L'ouverture des écoles prévue le 21 avril 2020 suscite la grogne générale.

		contrebande d'alcool, une vulnérabilité accrue des personnes dépendantes et une pression sur le système de santé.		
<p>Territoires du Nord-Ouest</p> <p>Nombre de cas : 5 Nombre de décès : 0</p> <p>Gouvernement en place : Caroline Cochrane</p>	<ul style="list-style-type: none"> • État d'urgence sanitaire déclaré. • Interdiction de rassemblement de plus de 50 personnes. • Tout déplacement vers les Territoires du Nord-Ouest est interdit. • Isolement pendant 14 jours, lors du retour de l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest. Ces personnes peuvent seulement se rendre dans certaines villes désignées pour l'isolement. Ces personnes doivent communiquer avec les autorités de la santé publique afin de faciliter leur auto-isolement. Il y aura des mesures en place pour soutenir les gens qui ne peuvent trouver une place où se loger dans l'une des collectivités désignées. • Les résidents en auto-isolement doivent remplir un plan d'auto-isolement vérifié par une autorité de la santé publique nommée en vertu de la Loi. • Les résidents des Territoires du Nord-Ouest qui sont revenus dans les quatorze jours précédant la prise de cet arrêté doivent immédiatement se mettre en auto-isolement dans la collectivité ou dans la localité où ils se trouvent 	<ul style="list-style-type: none"> • Afin de respecter la vie privée des personnes atteintes, le gouvernement ne publie pas les noms des petites communautés où des cas sont confirmés, mais certaines sont inquiètes et demandent à être informées de la présence de cas dans leur communauté. 	<ul style="list-style-type: none"> • Conformément à la Loi sur la santé publique, l'administratrice en chef de la santé publique <u>peut demander à tout agent de la paix d'assurer l'application des arrêtés.</u> • Le non-respect d'un arrêté pourrait entraîner une <u>amende d'au plus 10 000 \$ et une peine de six mois d'emprisonnement.</u> • Le Groupe de lutte contre l'exploitation d'enfants dans Internet (GLEEI) de la GRC des T.N.-O. demande aux parents, aux gardiens et aux tuteurs d'être à l'affût de l'exploitation sexuelle dans Internet. • Le gouvernement a libéré des prisonniers en raison de préoccupations concernant la propagation du virus dans les prisons territoriales. • Conformément aux directives des autorités de santé, les policiers répondant à un appel pourraient porter de l'équipement de protection individuelle supplémentaire. • Le chef de chacun des détachements de la GRC des T.N.-O. surveillera de près la situation dans sa communauté afin de décider s'il est nécessaire de réduire ou de fermer les services à la réception. Les services non urgents offerts dans le détachement de chaque communauté, comme la prise d'empreintes digitales pour les vérifications de casier judiciaire, seront réduits ou reportés. • Le gouvernement ne fermera pas l'ensemble des magasins d'alcool du territoire, malgré 	<ul style="list-style-type: none"> • Les Territoires du Nord-Ouest sont <u>vulnérables à la Covid-19 en raison du surpeuplement des résidences, de la qualité des infrastructures et des services de santé limités</u> dans les petites communautés. • Possibles <u>enjeux de communication</u> au sein des territoires, car il y a <u>11 langues officielles.</u> • Afin de respecter la vie privée des personnes atteintes, le gouvernement ne publie pas les noms des petites communautés où des cas sont confirmés. • Le 7 avril, le gouvernement a mis en ligne des consignes sur comment se faire un masque de protection à la maison. • Les autorités sanitaires ont commandé deux types d'équipements permettant de fournir en une heure des résultats de test de dépistage.

	<p>pour le restant de la période de quatorze jours</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interdiction de tous les rassemblements intérieurs ou extérieurs. • Fermeture des commerces ne permettant pas d'appliquer les normes de distanciation sociale; • Les autorités recommandent la fermeture de toutes les écoles et garderies. • Un outil d'auto-évaluation, afin de déterminer si vous êtes possiblement porteur du coronavirus a été rendu disponible par le gouvernement sur la plateforme surveymonkey. 		<p>une certaine opposition de leaders autochtones. Des restrictions et des interdictions d'alcool sont toutefois en place dans 15 des 33 collectivités des territoires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement envisage des restrictions additionnelles concernant la vente d'alcool qui cibleraient les habitudes des contrebandiers qui exploitent les Ténos aux prises avec des problèmes de dépendance. 	
<p>Yukon</p> <p>Nombre de cas : 8 Aucun décès</p> <p>Parti libéral du Yukon Gouvernement en place : Sandy Silver</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Travail à domicile privilégié. • Fermeture des hôpitaux du Yukon aux visiteurs, à quelques exceptions près. • Le 2 avril le gouvernement a émis de nouvelles directives : <ul style="list-style-type: none"> - Une personne retournant au Yukon doit s'isoler pendant 14 jours; - La personne entrant sur le territoire doit remplir un formulaire détaillé, comprenant des informations telles que les plans de voyage, un numéro de téléphone, les arrêts prévus et la résidence principale de la personne; - Les fournisseurs de services essentiels peuvent dans certains 	<ul style="list-style-type: none"> • La pandémie oblige à remettre en question les façons d'éteindre les feux de forêt, notamment sur les plans de la formation et du transport des personnes vers l'incendie. En effet, les pompiers devront être moins nombreux dans les casernes et la formation pour les nouveaux pompiers prévue ce printemps n'a pas pu être donnée. • 	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis le 18 mars, la GRC du Yukon a suspendu tous ses services policiers qui ne sont pas directement liés à la sécurité du public. • Le Centre correctionnel de Whitehorse a suspendu les visites personnelles aux détenus et a réduit certains de ses programmes. • Pour faire respecter les mesures du 2 avril, des agents d'application de la loi sont postés aux frontières et à l'aéroport de Whitehorse pour obtenir des détails sur les plans d'auto-isolément des voyageurs, leurs coordonnées et pour rechercher tout symptôme de la COVID-19. • Les agents de la paix et d'autres agents ayant compétence en vertu d'autres lois pourront appliquer les mesures du 2 avril : 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus on s'éloigne de Whitehorse, plus les <u>ressources médicales sont limitées</u>. • Mise en place d'un outil d'évaluation en ligne permettant de savoir si l'on doit prendre rendez-vous pour faire un test de dépistage. L'outil est mise à jour régulièrement. Le Yukon travaille à la mise en place d'une ligne téléphonique spécifique. • De nombreux résidents de Skagway, en Alaska, ont l'habitude de traverser la frontière pour se rendre à Whitehorse. Pour des raisons économiques, ce village souhaite conserver un corridor de service avec Whitehorse.

	<p>cas fournir un service essentiel sans s'être isolés pendant 14 jours;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une personne transitant par le Yukon pour se rendre chez lui dispose de 24 heures pour quitter le Yukon. • L'interdiction de rassemblement est dorénavant 10 personnes maximum. • Le 7 avril, le gouvernement a annoncé la fermeture des écoles pour le reste de l'année scolaire. 		<p>les agents de conservation de la faune, les shérifs, les inspecteurs de la régie des alcools, les agents municipaux et les agents des terres des Premières nations pourraient être appelés en renfort pour l'application de ses mesures.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les récalcitrants pourraient recevoir une amende et une peine maximale de prison de six mois. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les tests de dépistage ont présentement lieu dans un laboratoire en Colombie-Britannique, car le Yukon n'a pas la capacité de les faire. • Les autorités du Yukon refusent de dévoiler les communautés rurales touchées afin de préserver la confiance des malades et de ne pas stigmatiser la communauté.
--	---	--	---	---

Source : Les données quant aux nombres de cas et de morts proviennent de Radio-Canada et ont été mises à jour le 17 avril 2020.